

masses

Socialisme et Liberté

OCTOBRE-NOVEMBRE 1947

20 Fr.

MENSUEL N° 1

VICTOR SERGE

Socialisme
et
Psychologie

JIM. CORK

Musique et Politique
en Russie Soviétique

Aimé PATRI

L'Ère des Organiseurs

J. NICOLET

Lendemain d'élections

Étienne BERNIER

Crise à la C. G. T.

Lucien MARTIN

Autour du drame
de l'Exodus



Documents :

CONSCRIT 1947 par Jean. CARLIER

LE KOMINFORM

DÉCLARE LA GUERRE AU SOCIALISME

masses

Socialisme et Liberté

OCTOBRE-NOVEMBRE 1947

20 Fr.

MEUSUEL N° 1

VICTOR SERGE

Socialisme
et
Psychologie

JIM. CORK

Musique et Politique
en Russie Soviétique

Aimé PATRI

L'Ère des Organiseurs

J. NICOLET

Lendemain d'élections

Étienne BERNIER
Crise à la C. G. T.

Lucien MARTIN
Autour du drame
de l'Exodus

Documents :

LE KOMINFORM

DÉCLARE LA GUERRE AU SOCIALISME



CONSCRIT 1947 par Jean. CARLIER

SPARTACUS

publie une œuvre fondamentale
de

Rosa LUXEMBOURG

RÉFORME OU RÉVOLUTION ?

Texte mis au point et présenté
par BRACKE

Introduction et postface
de Simon RUBAK

complété par

LES LUNETTES
ANGLAISES

LE BUT FINAL

un volume de 112 pages :
60 Fr. — franco recom. 70 Fr.

J. LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^e) C. Ch. P. PARIS 633.75

ARGUMENTS ET RIPOSTES (Fiches Socialistes)

Les N° 23 et 24 viennent de paraître

EXTRAITS DES SOMMAIRES.

Le Régime des Élections municipales.
Les vieux Travailleurs.
Le relogement.
Les Nationalisations.
Les prix, les loyers, les salaires.
Blé, pain, viande.
Ouvriers agricoles.
Dirigisme et incohérence.
etc... etc... etc...

ABONNEMENT : 100 Fr. par, adressés
FOUQUART, 12, Cité Maiesherbes
PARIS (9^e) C. C. P. PARIS 5570.17

(réservé aux membres du parti socialiste)

masses

Socialisme et Liberté

Directeur

René LEFEUVRE

15, Rue de la Huchette - Paris (5^e)
C. Ch. Post. Paris 633.75

Abonnement annuel : 200 frs

SOMMAIRE DU N° 11

J. NICOLET	: Lendemain d'élections	4
E. BERNIER	: Crise à la C.G.T.	6
R. LEFEUVRE	: U.R.S.S. ou U.S.A. ?	8
L. MARTIN	: Autour du drame de l'Exodus	11
IDA	: La 2 ^{me} Internationale renaitra-t-elle ?	14
Victor SERGE	: Socialisme et Psychologie	17
Aimé PATRI	: L'Ère des Organisations	23
Jim CORK	: Art musical et Politique en U. R. S. S.	27
Louis CLAIR	: Lettre de New-York	31

SPARTACUS

Jean JAURES	: L'Église et la laïcité.	15 fr.
Hugo JORDI	: La Prise du Pouvoir.	25 »
ALLIGER	: Socialisme, Bolchevisme	20 »
R. LEFEUVRE	: La Politique Communiste	20 »
Rosa LUXEMBOURG	: La Révolution Russe	20 »
	Marxisme contre Dictature	25 »
JAURES et LAFARGUE	: Idéalisme et Matérialisme	20 »
Suzanne CHARPY	: Prendrons-nous les Usines ?	20 »
Victor SERGE	: Le nouvel impérialisme russe	25 »
	— 16 Fusillés à Moscou	30 »
PRUDHOMMEAUX	: Catalogne libertaire 1936	30 »
YVON	: Ce qu'est devenue la Révolution Russe	35 »
ZAREMBA	: La Communé de Varsovie	25 »
COTEREAU	: Le Complot Clérical	30 »
	L'Église a-t-elle collaboré ?	20 »
TOMORI	: Qui succédera au Capitalisme ?	25 »

Abonnements : 1 an, 240 fr. — Etr. : 300 fr.

LES ÉGAUX

Victor SERGE	: La Tragédie des écrivains soviétiques	6 fr.
J. MALAQUAIS	: Aragon, patriote professionnel	6 »
Léon BLUM	: Révolution Socialiste ou Révolution directoriale	6 »
LÉNINE	: Testament politique	6 »
M. DOMMANGET	: La Commune et les Communistes	12 »

Remises par quantités : 10 ex. 10 % —
25 ex. 15 % — 50 ex. 20 % — 100 ex. 25 %
Envoi franco.

J. LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^e) C. Ch. P. PARIS 633.75

Le sens de notre action

LES conditions générales n'ont probablement jamais été plus favorables au socialisme que depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Celle-ci a provoqué — au moins en Europe — la crise économique si bien prévue par les socialistes. Le système capitaliste qui a mené les hommes à deux guerres mondiales, qui est manifestement incapable d'organiser la paix, qui est même simplement incapable d'assurer le ravitaillement des populations européennes, ce système est radicalement déconsidéré aux yeux de tous. A côté du communisme, simple instrument de la politique étrangère de l'U. R. S. S., on s'étonne de ne pas trouver un mouvement socialiste vivant, dynamique, progressant de victoire en victoire. Le communisme, qui a pu être une gêne pour les socialistes entre les deux guerres, est devenu aujourd'hui si manifestement un nationalisme russe sans souci des intérêts généraux de ce qui était appelé autrefois « la Cause », qu'il ne devrait plus être difficile aujourd'hui de l'attaquer et de le vaincre. Son influence en France sur les masses ouvrières ne s'explique que par de singulières carences du socialisme.

Tout se passe comme si le socialisme hésitait, comme s'il doutait de lui et de son avenir. Le scepticisme l'a saisi. La grande foi des socialistes du XIX^e siècle ne l'anime plus. La théorie a été reléguée au fond des bibliothèques, et l'action s'est dégradée dans les luttes électorales et parlementaires. Les notions de justice sociale, de liberté, d'égalité se sont vidées à peu près de tout contenu dans le vocabulaire des militants.

Un des grands mérites de Marx, un de ceux en tous les cas qui firent le succès du marxisme, fut sans aucun doute d'avoir uni le socialisme aux aspirations idéalistes et le mouvement ouvrier aux revendications professionnelles et économiques, et d'avoir montré dans celui-ci l'agent nécessaire et irrésistible de la réalisation de celui-là. Or, le prolétariat ne s'est pas unifié comme l'attendait Marx ; et, loin de devenir plus conscient, il paraît être ramené plutôt vers des formes de pensée et d'action plus élémentaires, plus primitives, sous les effets abrutissants de la production moderne telle que le mode de production capitaliste l'a développée. D'où cette hésitation naturelle chez beaucoup de socialistes qui se demandent si le prolétariat, au lieu d'être le « fossoyeur » de la bourgeoisie, ne dégénère pas avec celle-ci et n'est pas entraîné dans sa décomposition. Il faut dire la vérité, bon nombre de socialistes et non des moins dévoués, des moins cultivés, perdent cet espoir marxiste en la révolution prolétarienne qui fit la force du socialisme pendant un demi-siècle.

Nous croyons, à « Masses », qu'il faut que le socialisme revienne aux sources : à la théorie, d'une part, sans laquelle on s'agit vainement, sans efficacité, et aux grands sentiments, d'autre part, aux courants profonds qui remuent l'humanité, aux vieilles revendications sociales sans lesquelles il n'est pas d'action populaire.

Nous gardons notre foi profonde en l'homme et en sa perfectibilité. En ceci nous nous opposons aux doctrines pessimistes et sceptiques. Les sociétés humaines aux prises avec la nature pour lui arracher leurs moyens d'existence, modifient leur milieu, transforment ainsi leurs conditions de vie, et, à travers celles-ci, se transforment elles-mêmes. Il y a une perpétuelle succession d'actions et réactions du milieu naturel et des hommes qui nous entraîne en avant dans un mouvement qu'il nous appartient de rendre progressif. Si certains ont perdu espoir, nient le progrès, tant pis pour eux ; nous, nous croyons, nous voulons le progrès possible.

Nous concevons le socialisme comme héritier de toute la civilisation occidentale, telle qu'on peut la définir par la triple influence de la pensée grecque, du droit romain et du christianisme. Nous ne pouvons pas imaginer le socialisme autrement qu'associé à la défense des libertés individuelles qu'il n'a pas pour mission d'interrompre mais de développer. Nous avons horreur du totalitarisme, de tous les totalitarismes, de quelque couleur qu'ils se teignent, sous quelque masque qu'ils se dissimulent. En ce sens, nous nous réclamons du socialisme humaniste. Dans le totalitarisme nous voyons une conséquence de la technique capitaliste et de la hiérarchisation de la société qui en découle, et nous pensons

que nous ne pourrions éviter cette conséquence que par l'action vigoureuse d'un socialisme rénové et hardi, qui ne se limitât pas aux moyens d'action que lui laisse la démocratie bourgeoise ; en ce sens nous nous réclamons du socialisme révolutionnaire. C'est que, de même que les deux mots, socialisme et liberté, nous paraissent inséparables, l'action révolutionnaire et l'héritage humaniste nous semblent nécessairement liés.

Nous sommes marxistes. Et si nous admettons que la doctrine de Marx a besoin, sur certains points, d'être développée ou d'être retouchée, nous restons fidèles à l'essentiel et en particulier à la position philosophique du fondateur du socialisme scientifique. Enfin, sans méconnaître tous les éléments sentimentaux et culturels qui peuvent attacher les hommes au sol qui leur donna naissance et sur lequel s'écoulèrent leurs jeunes et belles années, nous sommes résolument internationalistes. Pour nous, il y a au-dessus de toutes les distinctions de couleur et de nation les intérêts permanents de l'homme, l'homme blanc ou rouge, jaune ou noir, l'homme de telle ou telle région, tel ou tel pays. Si nous n'avions pas tant d'autres raisons de refuser de nous enrôler dans le camp de la dégradante dictature stalinienne et dans celui de l'impérialisme américain, il nous resterait au moins ceci : pour éviter la troisième guerre mondiale qui menace, nous avons un espoir : le sursaut vital, l'instinct de conservation qui unira internationalement les peuples sur des bases socialistes.

MASSES.

Lendemain d'élections

par J. NICOLET.

LES élections municipales ont donné des éléments d'appréciation générale sur la situation politique en France qui doivent devenir la base de l'action immédiate du parti socialiste.

Le Rassemblement du peuple français a obtenu un pourcentage de votants plus élevé que celui qui était prévu ; le Mouvement Républicain populaire a perdu la plus grosse partie de ceux qui avaient fait son succès sans cependant partager ses points de vue ; enfin le parti communiste a révélé un fléchissement non douteux dans les centres les plus ouvriers. Le parti socialiste, en ce qui le concerne a perdu relativement peu de voix et a gagné des municipalités. Voilà les faits tels qu'ils apparurent après le premier tour, dans les premières heures de la journée du lundi. Un examen attentif des résultats circonscription par circonscription a montré en même temps que le parti socialiste a perdu des voix au profit du R. P. F., et que le parti communiste en a perdu au profit du parti socialiste mais aussi en faveur du R. P. F.

Mais le fait le plus marquant c'est, sans conteste, que le R. P. F. ait rassemblé à peu près toutes les voix de la droite. Qu'il ait, de surcroît, groupé un certain nombre d'électeurs de la gauche ou de l'extrême-gauche n'est qu'un avertissement à retenir mais ne modifie pas sensiblement la constatation que le R. P. F. pour l'instant groupe toute la droite et elle seulement. Ce succès s'explique par la situation internationale et la personnalité du général de Gaulle, d'une part, par le mécontentement devant la hausse du prix de la vie et par le sentiment presque unanime d'une sorte d'absence du Gouvernement.

Le succès du mouvement gaulliste a probablement soulevé une émotion trop grande dans le parti socialiste. Non que le danger n'existe pas, loin de là ! Mais enfin les libertés ne sont pas plus menacées par le R. P. F. qu'elles ne l'étaient par le parti communiste. Elles ne les sont sans doute pas moins, soit. On peut discuter sur le caractère du général de Gaulle, sur son orientation personnelle et sur celle de son entourage : il n'est pas discutable que s'il arrive demain au Pouvoir, il sera inévitablement appelé à prendre des mesures d'exception contre les communistes et à restreindre les libertés individuelles ; l'expérience montre assez que le mouvement dans ce sens arrive difficilement à se limiter.

Il est remarquable que le succès d'une ampleur inattendue du R. P. F. n'a été suivi d'aucun enthousiasme. Il semble que ceux même qui avaient voté pour le gaullisme aient été, ensuite, saisis d'une sorte d'hésitation, de doute, comme s'ils eussent voulu marquer leur mécontentement mais nullement assurer une victoire décisive et totale au parti des insatisfaits. La violente campagne du plus pur style fasciste de certains amis du général de Gaulle, et la décision de celui-ci d'attendre les résultats du second tour pour faire connaître son avis, n'ont pas manqué de renforcer cette « pause » qui permet une réflexion

bienfaisante. Le général de Gaulle aimerait certainement obtenir la majorité qu'il souhaite en gagnant le plus possible sur la gauche, au risque même de perdre des voix de l'extrême-droite. Sa seule chance, mais elle est grande, c'est que les communistes continuent de rendre le Gouvernement impossible pendant que la crise financière et économique se développe. Le devoir est donc clair ici : gouverner de manière à sauver le franc et à augmenter la production ; ne laisser douter ni de la solidité du franc ni de l'autorité du Gouvernement ; cela s'entend, non en paroles ou en déclarations, mais en faits, en réalisations.

Que le parti communiste ait perdu des voix et des municipalités dans les circonscriptions les plus ouvrières n'est pas un fait nouveau ; ce phénomène avait déjà été noté dans les élections précédentes mais il est beaucoup plus sensible cette fois. Il y a donc là l'expression claire et parfaitement définie d'un malaise communiste ; ceux qui ont des contacts avec les militants communistes connaissent d'autres symptômes du même malaise qui a encore été aggravé par la Déclaration de guerre au socialisme publiée par le Kominform. Le parti communiste français, il est difficile d'en douter, est sacrifié à des intérêts nationaux russes plus ou moins bien entendus. Devant la politique de suicide qu'on leur fait faire, sympathisants et militants communistes ont une réaction compréhensible. Un flottement se produit dans les rangs communistes et au sein de la C. G. T. Mais attention, pour ceux qui seraient tentés de s'en réjouir sans être cependant tentés d'agir : il est bon de rappeler que ce mouvement, sain en lui-même, peut se traduire par une chute dans l'indifférence passive, ou même par une migration en masse vers l'autre camp, s'il ne trouve pas immédiatement la possibilité de s'orienter vers une action déjà engagée dans son propre sens.

Donc il y a du côté communiste une possibilité d'obtenir un appui réel pour un Gouvernement dynamique et décidé, passant aux actes effectifs. Certes il y a peu d'espoir que cet appui puisse se traduire sur le plan parlementaire mais il offre des perspectives d'action sur le plan syndical. Et tout le monde sait que la principale, la force essentielle du parti communiste vient de l'influence qu'il a su conquérir dans les syndicats, que les moyens employés pour obtenir et maintenir cette influence aient été honnêtes ou non. Mais cet appui ne sera acquis en aucun cas par une unité quelconque avec les organisations communistes ; il faut agir d'abord, l'appui viendra ensuite.

Ramadier, devant les événements a modifié son cabinet. Il l'a fait rapidement et de manière à frapper les esprits ; il faut l'en louer. On pourrait discuter les modalités du remaniement effectué ; ce n'est plus le moment des discussions, des plaintes, des réclamations. Il existe un Gouvernement de concentration à participation et à direction socialiste ; s'il échouait l'ère des aventures serait ouverte pour la France ; il faut que ce Gouvernement, s'il résiste à la première épreuve devant le Parlement, il faut que ce Gouvernement vive et que les appuis ne lui soient pas accordés à la petite semaine. Ramadier dans la conférence de presse qu'il a donnée au lendemain du remaniement ministériel a défini sa politique comme également opposée au révisionnisme réactionnaire de la droite et au mouvement qui, transformant les revendications ouvrières en action politique semble vouloir aboutir à un effondrement de l'économie française. Si cela signifie que le Gouvernement veut s'opposer à toutes les démagogies pour entreprendre une action positive de rénovation de l'économie française, nous sommes d'accord. Il serait vain de solliciter l'appui du parti communiste, même simplement par ses voix parlementaires, pour lutter contre le Rassemblement du peuple français. L'expérience montre que les communistes tiennent peu compte de ce genre de contingences ; à Berlin, devant la menace grandissante et de plus en plus précise d'Hitler, les communistes n'ont-ils pas fait tout pour renverser le Gouvernement socialiste d'Otto Braun ? Non, il faut agir sans s'occuper des communistes ; ou plutôt il ne faut s'occuper d'eux qu'en utilisant les réalisations du Gouvernement pour rassembler, regrouper les communistes autour du parti socialiste. Comme l'a écrit Léon Blum dans *Le Populaire* en parlant de la France : « Elle doit être gouvernée indépendamment du communisme et du gaullisme ».

Certes la nécessité de réunir toutes les voix des groupes du centre de l'Assemblée Nationale imposera un certain nombre de sacrifices. Mais ceux-ci ne seront pas bien graves s'ils aident à libérer le pays de la pression communiste et gaulliste. Par exemple un problème qui aurait dû être résolu depuis longtemps pour déblayer les relations avec les éléments sympathiques du M. R. P. c'est celui de la liberté de l'enseignement (1) ; disons-le franchement il faut reconnaître cette liberté sans arrière-pensée ; et en profiter pour demander une séparation nette du spirituel et du temporel. Il est intolérable que les communistes reçoivent des ordres de Moscou. Il serait intolérable également que des groupes politiques aliénassent l'indépendance de la France pour obtenir des crédits et un appui américain ; il ne le serait pas moins que des prélats reçussent des instructions du Vatican pour influencer dans tel le sens des élections françaises. La religion est une affaire de conscience personnelle ; elle ne doit pas descendre au Forum se mêler des affaires publiques.

(1) Nous discuterons ici ce point de vue et les problèmes posés par la nécessité de rénover l'enseignement français

NOUS ne connaissons pas encore, au moment de mettre sous presse quelle sera la politique économique du Gouvernement. Il appartiendra aux militants socialistes de l'appuyer même s'il ne nous satisfait pas dans toutes ses parties ; s'il faut, de notre point de vue socialiste orienter plus dans telle ou telle direction ce programme de concentration le parti socialiste doit le faire ; l'important est d'abord de donner de la vie et de la force au Gouvernement.

Toutefois il faut réclamer que la vérité soit dite entièrement, et répétée au public : il est vain d'attendre un retour à la situation d'avant-guerre avant de nombreuses, hélas de très nombreuses années, de travail acharné, d'une part ; d'autre part, si l'on excepte un petit nombre de pays la France est encore une des nations où le niveau de vie moyen est des moins misérables. Pour qu'il fût plus acceptable c'est moins un relèvement du niveau de vie qu'un climat psychologique nouveau, un climat d'égalité, des perspectives de relèvement. Le mécontentement vient moins de ce que la vie est dure que de ce que certains s'enrichissent rapidement de la misère des autres. Des mesures appropriées ici seraient d'un effet considérable sur le moral du pays. S'il est indispensable dans le régime actuel de permettre que les entreprises réalisent les profits normaux de leur activité il est en revanche scandaleux que certains commerçants marrons, que certains intermédiaires superflus, constituent des fortunes immenses sans que leur activité ait une utilité quelconque.

Le parti socialiste doit réclamer une politique d'honnêteté et d'économies dans la circulation des biens ; une politique de rationalisation et d'efficacité dans l'administration ; une politique de travail accru dans la production industrielle ; une politique de production augmentée dans l'agriculture.

Mais on ne rassemble pas des foules par des explications sur la hausse ou la baisse du taux d'escompte, sur le plan d'investissements, ou même sur l'amélioration du ravitaillement. Le parti socialiste a trop oublié que ce qui faisait l'essence même du socialisme à son début, c'était une revendication de justice sociale. Il faut rénover en nous la capacité de s'indigner et d'agir devant tant d'enrichissements à côté de tant de misères. Il faut faire appel, autour de nous au sens de la justice, et réveiller ces sentiments profonds dans les masses en faveur de l'égalité et de la liberté.

Les esprits, devant le conflit qui menace et ses effets possibles, vacillent et perdent espoir. Il faut faire appel au sens de l'unité et de l'identité de l'espèce humaine chez tout le monde, soulever les masses en faveur de la paix et de l'internationalisme.

CRISE A LA C. G. T.

par Étienne BERNIER

EN conclusion d'un article publié ici-même au mois de juin dernier, nous disions : « La C. G. T. est à la veille d'une crise et ne se relèvera que par le retour aux méthodes qui avaient fait sa force et qui sont seuls capables de cimenter son unité. Dans le cas contraire, elle subira les contre-coups des événements internationaux et ira à l'impuissance provisoire en passant par la scission ». Quatre mois après ces propos, il convient de mesurer les progrès du mal et de tenter l'analyse des moyens mis en œuvre pour la guérir.

La crise de la C. G. T. s'amplifie. Les luttes livrées dans le secret du Bureau Confédéral s'étalent dans la presse. Bothereau, dans *Force Ouvrière*, analyse le « drame » vécu par l'organisation. Son analyse, bien que modérée, reflète une résolution froidement arrêtée. Les ex-confédérés organisent une Conférence Nationale au début de novembre, annonçant la présence assurée de Jouhaux, ils lancent un organe d'opposition, *La Voix des Mineurs*, et présentent parfois des listes séparées aux élections à la Sécurité Sociale des travailleurs du sous-sol. *La Vie Ouvrière*, dont la vente baisse, répond faiblement.

Il est à prévoir que le prochain congrès de la C. G. T. sera plus animé que le précédent. Ce qui ne signifie pas qu'on ne parvienne pas à s'arranger. Les nègres-blancs et le partage des places au Bureau Confédéral laissent encore une large place aux transactions. Ajoutons que des syndicats ont commencé ou poursuivi leur redressement (plusieurs sections départementales d'instituteurs ont changé de mains : la Nièvre, la Saône-et-Loire, d'autres suivront). Par contre, la colonisation stalinienne a marqué un pas en avant avec la conquête des inscrits maritimes.

Le redressement serait encore plus net sans les scissions qui se sont effectuées chez les postiers ou qui se préparent chez les cheminots ; quelques unions locales sont à la veille de perdre leurs dirigeants staliniens. Mais il ne convient pas d'exagérer l'importance de ce redressement qui reste encore faible. Cette faiblesse est due, non seulement au départ d'éléments actifs vers la C. N. T., les syndicats autonomes ou la retraite, mais encore à une faiblesse générale des cadres syndicaux. Parmi les staliniens, cette indigence est marquée par la discipline et la structure de l'organisation : les mots d'ordre, le travail fractionnel, l'existence de nombreux permanents.

De l'autre côté, il est à peine croyable, mais exact, que trois directions d'unions départementales pourraient, du jour au lendemain, revenir aux confédérés. L'opération n'est pas faite parce que dans ces trois départements, on n'a pas encore trouvé un militant acceptant la charge. Celle-ci est revenue à un stalinien — minoritaire à la Commission exécutive — mais seul candidat pour assurer le secrétariat permanent.

LES réactions contre la colonisation stalinienne se manifestent encore par la création soudaine ou progressive, de syndicats autonomes. Avant les vacances existaient déjà : le syndicat de la Régie Renault, celui du métro et une organisation postale issue du Comité de grève. Les cheminots ont suivi avec la création d'un comité d'action syndicaliste qui ne semble pas avoir entièrement consommé la scission, mais s'y précipite. Les coiffeurs, ex-confédérés de la Région Parisienne, ont fait le saut. Rien ne dit qu'un syndicat important de la Fédération du spectacle ne le fera pas ; on y songe aux H. C. R. B. Il y a plus : les mouvements autonomes ne rencontraient au début qu'une faible audience. Ils semblent maintenant avoir conquis une large faveur parmi les milieux non staliniens.

Les raisons de cet état de choses sont multiples : la politique étouffante des communistes en est une. Voulant tout contrôler, plaçant l'homme « sûr » de préférence au meilleur, éliminant sans scrupules les opportunistes, préalablement calomniés, ils ont convaincu de nombreux ouvriers qu'un redressement était impossible de l'intérieur. La faiblesse des réactions réformistes en est une autre. Ne voyant aucune issue, ne recevant que peu ou pas de directives, souvent aucun soutien, les militants de l'opposition se lassent du combat intérieur et cherchent à faire eux-mêmes leur chemin. Notons cependant un fait : la plupart du temps, les ponts ne sont pas rompus entre les « autonomes » et les confédérés restés dans l'organisation. Certes, des rivalités de personnes brouillent souvent l'horizon, le sectarisme des uns, la faiblesse des autres, ouvrent des polémiques que l'accord sur les buts à atteindre doit atténuer progressivement.

L'organisation confédérale dissidente, la C. N. T., ne semble pas jouer le rôle qui pouvait lui revenir. Des difficultés matérielles paraissent avoir ralenti son élan et des luttes de tendances agitent sa vie intérieure. Notons qu'elle a rectifié ses vues trop sommaires sur les comités d'entreprise et qu'elle présentera des candidats aux élections de ces organismes (1).

Quelle est la composition sociale des syndicats autonomes ou confédérés qui résistent ? En général, ces syndicats recrutent parmi les professions évoluées (conducteurs du métro, postiers, cheminots), et les éléments les plus prolétariens (métaux, bâtiment) vont de préférence à la C. N. T. Dans l'ensemble, les couches décisives de la classe ouvrière (métaux, bâtiment, produits chimiques, mineurs) y figurent peu ou sous les espèces d'éléments d'un dynamisme insuffisant.

AYANT examiné les diverses réactions syndicalistes devant la colonisation stalinienne et constaté qu'avec rapidité, l'idée de scission faisait son chemin, il reste à étudier si celle-ci est souhaitable, dans quelle situation elle peut s'imposer

(1) Nous passons sous silence l'activité, purement journalistique, d'éléments exclus de la C. G. T. pour leur activité ou leur manque d'activité sous l'occupation. Sauf exceptions : il s'agit de personnages sans aucun rayonnement dans les milieux ouvriers et d'anciens « bonzes ». Dans un tout autre ordre d'idées, saluons la reapparition de la RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE. Il s'agit d'excellents camarades syndicalistes dont l'honnêteté et le désintéressement sont proverbiaux.

et quelles sont les conditions qui peuvent la rendre possible. La scission, sur le plan syndical, n'est pas souhaitable. Elle est nuisible aux intérêts de la classe ouvrière parce qu'elle disperse les forces. Elle ajoute à tout cela l'inconvénient d'absorber une part importante de l'activité militante en luttes fratricides et de permettre au patronat et à l'Etat de classe les manœuvres entre les groupements rivaux. Il peut se produire, il se produit même à tout moment, une surenchère entre syndicats, surenchère qui stérilise une partie notable de la maturité acquise depuis un demi-siècle par la classe ouvrière. A tous ces points de vue, la scission est mauvaise.

Mais bien que néfaste, la scission peut être rendue nécessaire dans certains cas. Il en est ainsi lorsque la vie des minoritaires est rendue impossible dans le syndicat, soit par des violences physiques, soit par des manœuvres rendues toutes puissantes par une structure bureaucratique, soit lorsqu'une petite catégorie, absorbée dans un syndicat unique, constate que ses intérêts sont systématiquement méprisés par la majorité. Hors de ces cas d'autonomie, le ralliement à la C. N. T. ne saurait se justifier. Il ne faut utiliser cette voie qu'en dernier ressort, lorsque l'expérience a prouvé, non seulement aux éléments les plus actifs, mais encore à la masse des travailleurs, que le redressement de l'organisation s'avérait impossible. Hélas, il est notable qu'un certain nombre de militants tendent à se réfugier dans l'autonomie parce qu'ils ont été trop vite découragés, parce qu'ils font preuve d'un anti-communisme néfaste au lieu de promouvoir un anti-stalinisme fécond, quelquefois aussi, parce qu'ils préfèrent éviter la dure lutte à l'intérieur et « avoir raison » avec quelques fidèles.

Une vaste scission ne pourrait avoir de chances de succès qu'à l'occasion d'un événement marquant, aisément perceptible par les masses les plus mal éduquées : scission lors d'une grève générale, attitude anti-ouvrière pendant une crise internationale. Dans les autres cas, l'habileté tactique des staliniens, leur manque de scrupules, la perfection de leur appareil, permettront toujours l'adoption d'attitudes susceptibles de leur conserver un crédit suffisant auprès des masses.

La situation internationale n'est pas non plus sans liaison avec la crise syndicale. Lorsque les staliniens reprochent à différents syndicats autonomes ou à certains confédérés leurs attaches avec l'A. F. L. et, par déduction, avec le bloc anglo-saxon, ils n'ont pas tout à fait tort. Il est certain que l'A. F. L. et ses prolongements internationaux regardent d'un œil favorable toutes les réactions anti-staliniennes, mais on conviendra qu'un pareil reproche n'a pas sa place dans la bouche de ceux dont toute l'attitude est dictée par les nécessités tactiques du bloc oriental.

LA France glisse peu à peu vers les Anglo-saxons. Elle le fait par nécessité sans doute, après avoir tenté un difficile équilibre, et parce qu'elle a un urgent besoin d'une aide qui ne peut lui venir que de ce côté. A ce glissement correspond un raidissement des agents du bloc oriental dans ce pays. Au temps du pacte Staline-de Gaulle, il fallait produire d'abord et revendiquer ensuite. Peu à peu, cette attitude se modifie, les revendications se font plus précises, les luttes plus âpres. On ne masque plus les différends, on les exploite au contraire. Les circonstances sont de nature à gêner considérablement les syndicats autonomes. Nés au moment où les staliniens freinaient les mouvements, ils puisaient une partie de leurs forces dans l'expression de la volonté d'action des syndiqués. Cette volonté étant de plus en plus exprimée par les staliniens en pleine évolution, ils ne pourront se maintenir que par une course à la revendication ou la dénonciation du syndicalisme politisé. Cette attitude est difficile à tenir.

Le devoir des militants clairvoyants est actuellement de demeurer dans la C. G. T., de travailler au mieux à son redressement, de gagner la confiance des syndiqués par un travail quotidien sérieux. Il est de servir de lien entre les autonomes et ceux qui sont restés dans l'organisation, en vue des conjonctions utiles. A ce prix est le maintien d'un syndicalisme robuste et efficace et la liquidation de la crise confédérale.

Que l'on ne s'y trompe pas, la puissance confédérale est frappée : l'union des syndicats de la Région Parisienne accuse une baisse de 20 % des effectifs et la chute continue. L'occasion est offerte, à ceux qu'une œuvre patiente et difficile ne rebute pas, de forger les cadres d'une C. G. T. libérée de l'hypothèque stalinienne et de l'impuissance réformiste.

U. R. S. S. ou U. S. A. ?

LE 5 octobre, l'*Humanité* publiait un communiqué relatif à la conférence d'information de quelques partis communistes, et nous avisait qu'un bureau d'informations avait été créé entre un certain nombre de partis communistes appartenant tous à l'Europe continentale et que ce bureau aurait pour tâche « d'organiser l'échange des expériences et, en cas de nécessité, la coordination de l'activité des partis communistes sur la base d'un libre consentement ».

Nos amis pourront lire dans ce numéro le texte de la déclaration qui accompagnait le communiqué. Cette déclaration nous avons tenu à la publier car elle marque le début, inévitablement, d'une nouvelle politique des partis communistes en France et en Europe. Elle vise surtout à modifier la tactique des partis communistes en France et en Italie qui depuis la libération s'étaient comportés comme des groupements parlementaires et électoraux réclamant la participation au pouvoir, y participant le cas échéant. Désormais, ces partis passeront à l'attaque et leurs coups les plus durs seront réservés aux partis socialistes, comme autrefois en Allemagne (en Prusse surtout) où elle contribua puissamment à la prise du pouvoir par Hitler. Les réactions à cette déclaration ont été diverses dans le monde. La presse américaine, en général, devant la formation du Kominform a demandé de renforcer l'aide à l'Europe occidentale ; le *New-York Times*, par exemple, écrivait le 7 octobre : « La première mesure qui s'impose est le relèvement de l'Europe occidentale grâce à l'application immédiate de la doctrine de Truman et du plan Marshall. Le *New-York Herald Tribune* de son côté ajoutait : « Nos paroles seront futiles si elles ne sont pas accompagnées de vivres et de charbon ». Les autres journaux américains considéraient la création du « Bureau » comme une déclaration de guerre aux Etats-Unis. Le *New-York Daily Mirror* demandait que tout communiste américain ou non, fût traité désormais en ennemi des Etats-Unis.

La presse britannique s'est montrée plus calme. Le *Times*, le 7 octobre, écrivait même que les puissances occidentales avaient peut-être parfois contribué à la division du monde par des paroles brutales telle l'exposition de la nouvelle doctrine américaine par le président Truman, le 12 mars dernier. De son côté, le *New Chronicle* soutenait la thèse que la création du Kominform constitue la réponse soviétique à l'idée adoptée aussi bien en U. R. S. S. que par beaucoup d'Américains, selon laquelle le plan Marshall n'a pour objectif que de rassembler les nations de l'Europe occidentale dans la lutte contre le communisme.

Ce qui importe le plus pour nous socialistes de l'occident du continent c'est de ne pas perdre notre propre jugement de ne pas nous laisser entraîner par les propagandes de l'un ou l'autre camp. La création du « Bureau » est certainement une riposte au plan Marshall dans la mesure où celui-ci représente effectivement un moyen d'organisation de l'Europe et par suite met un frein à l'expansionnisme soviétique. Quels que soient les termes de la déclaration, si critiquable que nous paraisse la politique de guerre au socialisme qu'ils impliquent, nous ne devons pas néanmoins oublier que les Etats-Unis sont un pays capitaliste, un pays où le capitalisme a trouvé peut-être sa dernière expression, sa dernière force impérialiste.

L'U. R. S. S. possède un régime politique original qui n'est plus capitaliste, mais qui n'est pas socialiste. Les définitions et les explications ne manquent pas pour ce régime. Mais elles ne changent rien au fait que le système de gouvernement autoritaire et policier de la caste bolchevique — caste qui a d'ailleurs liquidé 95 % des vieux, des vrais bolchevicks — n'a pas de caractère socialiste ni même démocratique de quelque forme que ce soit, ne prépare pas la venue d'une organisation socialiste, mais au contraire ne tend qu'à perpétuer la situation présente. Elle l'impose aux pays satellites qu'elle domine par divers procédés et utilise les partis communistes asservis aux fins de sa politique extérieure.

Les Etats-Unis sont au stade de la nécessaire exportation du capital. Ils ont besoin des marchés extérieurs pour leurs marchandises et leurs dollars. L'isolationnisme a pris fin, même si tous les Américains ne sont pas conscients de la situation. L'heure de l'expansion extérieure est venue. Jamais, dans l'histoire du capi-

talisme, un pays à la production aussi puissante ne s'est trouvé avoir un tel besoin de débouchés extérieurs.

Nous ne pouvons pas choisir l'U. R. S. S. et l'ignoble régime d'esclavage qu'elle veut partout imposer. Si nous voyons dans l'offre Marshall une possibilité de relèvement et de recul de la misère pour les peuples de l'Europe, nous ne pourrions accepter une tutelle qui barrerait la route à l'évolution vers le socialisme démocratique. Or, cette voie est encore possible. Toutes les conditions nécessaires existent encore en Europe occidentale. A nous de les saisir avec énergie, avec foi. A l'avenir menaçant, au troisième conflit mondial qui se prépare, il faut opposer l'action constructive du socialisme. Quelle doit être celle-ci ? C'est ce que nous nous efforcerons de préciser dans les numéros de notre revue.

René LEFEUVRE.

Variations communistes sur Kœstler

Dans notre précédent numéro, nous avons reproduit le cliché de la première page de *Regards, illustré stalinien*, de juillet 1937. Le manque de place nous a empêchés de reproduire les commentaires accompagnant le reportage de Kœstler dans cet organe. Comparés aux jugements hystériques qui s'adressent à l'auteur du Zéro et l'Infini, ils ne manquent pas de saveur.

Condamné à mort par Franco et libéré par l'action des masses, le journaliste anglais Arthur Kœstler raconte l'histoire de sa captivité et comment il a vu tomber Malaga. Tel était le titre de cet article, qui continuait ainsi :

CHACUN connaît aujourd'hui le nom d'Arthur Kœstler. Ce journaliste indépendant et sincère, cet écrivain de talent qui s'est fait dans la presse anglaise une place de premier plan, fut au début de l'insurrection fasciste, envoyé par le *News Chronicle*, le grand journal anglais, dans la péninsule ibérique. Il parcourut le Portugal et la partie de l'Espagne méridionale occupée par les rebelles. A son retour, il publia une série d'articles retentissants, où l'intervention italo-germanique en Espagne est prouvée et dénoncée par les faits. Après avoir donné ce témoignage courageux, Kœstler reprit en Espagne sa besogne de journaliste. C'est alors qu'il accomplissait sa tâche avec un tranquille courage que Kœstler tomba, lors de la prise de Malaga, aux mains de Franco.

Récemment libéré par l'action mondiale des masses, Kœstler a fait le récit des semaines d'angoisse qu'il a vécues. Il nous a donné là un document humain de premier ordre. C'est le témoignage direct, âpre et nu, d'un honnête homme. Kœstler ne cache rien, n'ajoute rien à la réalité. On sait ce que fut la tragédie de Malaga, et comment des chefs incapables, châtiés depuis, ont rendu possible cette chute. On sait aussi que l'absence d'organisation, le laisser-aller signalés par Kœstler ont fait place dans l'armée républicaine, à une organisation admirable, qui est aujourd'hui à la hauteur de son courage et de son ardeur.

Regards, qui s'en est assuré pour la France l'exclusivité, est heureux de pouvoir offrir à ses lecteurs ce poignant témoignage d'un grand journaliste.

Les deux tableaux

Pendant que le P. C. français ameutait les travailleurs de Verdun contre l'envoi de sucre dans la zone américaine de l'ancien Reich (sachez que les travailleurs allemands n'ont pas touché un seul morceau de sucre depuis cinq mois !) le P. C. allemand faisait aussi du beau travail : il excitait les ouvriers de la Ruhr réduits à 1.200 calories contre les « affameurs américains et... français » ; il prêchait surtout la nécessité d'une « unification politique de tous les Allemands » (sous l'égide russe) pour « venger le peuple des privations subies ». Ce faisant, il accumulait le maximum de haine et de peur entre les ouvriers allemands et occidentaux, selon la maxime favorite du Komintern : diviser pour régner.

Si les vivres manquent, « prolétaires de tous les pays, égorgez-vous !... »

Il faut au contraire, pour que tous les prolétaires aient à manger, qu'ils se tendent la main par delà les frontières ! (*Lib.* 23-10.)

SOTTISIÈRE

« Les œuvres classiques de Lénine et de Staline constituent un apport immense pour la philosophie marxiste. C'est pourquoi on ne peut pleinement apprécier la portée de ce bond révolutionnaire en philosophie qu'a été l'avènement du marxisme, qu'en se basant sur une étude approfondie des éléments nouveaux que Lénine et Staline ont introduits dans la philosophie marxiste... »

Article de B. Kedrov : « L'avènement du marxisme est une révolution dans la philosophie ». *Pravda* du 22 septembre 1947.

Autour du Drame de l'« Exodus »

par Lucien MARTIN

L'OBJECTIVITE est plus nécessaire encore lorsque l'on traite de problèmes humains que pour l'étude de questions scientifiques. En publiant l'article de Lucien Martin nous tenons à faire remarquer aux lecteurs que l'auteur est lui-même israélite ; qu'à l'appui de son hypothèse il eût pu apporter bien d'autres faits, témoignages ou raisonnements ; enfin, qu'il est permis de critiquer le sionisme sans être un stipendié de l'impérialisme anglais ou un possédé de l'antisémitisme. Les malheurs juifs ne doivent pas nous faire oublier, d'une part qu'il existe des Arabes en Palestine, d'autre part que le nationalisme, sous quelque forme qu'il soit, n'est une solution à aucun des problèmes de l'heure présente. Toute notre sympathie est acquise aux survivants des hécatombes hitlériennes. Nous partageons leurs souffrances, physiques et morales, comme nous partageons celles de toutes les victimes, — et il y en a de par le monde ! — de l'oppression, de la haine, de la bêtise.

L'ÉQUIPÉE tragique de l'Exodus a mis au premier plan de l'actualité la question du mouvement anti-britannique juif en Palestine. Cette question nous paraît loin d'être claire et nous ne croyons pas que l'on puisse comprendre ce mouvement à l'aide de la formule classique de révolte nationale anti-impérialiste. Nous essaierons d'en donner une interprétation historique en nous basant sur deux hypothèses de départ :

1° Dans les circonstances actuelles aucun mouvement de quelque importance ne saurait demeurer étranger à la lutte des grands groupements d'intérêts qui se partagent le monde ; 2° les organisations terroristes juives servent — inconsciemment — les intérêts soviétiques. Il ne nous sera évidemment pas possible d'apporter une preuve formelle de ces hypothèses, pas plus d'ailleurs qu'il n'est possible de démontrer leur fausseté. La question est de savoir si elles permettent de se faire de l'ensemble des événements une image satisfaisante pour l'esprit.

Rien de plus compréhensible que la réaction juive contre la domination britannique en Palestine. Mais que l'on permette à un israélite de dire que, du point de vue strictement juif, on comprend mal le caractère d'acharnement de cette réaction contre le principal artisan de la défaite de l'hittérisme. Sans oublier que la Grande Bretagne est traditionnellement, depuis Cromwell (1), la puissance européenne la plus réfractaire au virus antisémite, au moins à l'intérieur de ses frontières. Les méthodes de combat en Palestine prêtent aussi le flanc à la critique. Quel est le but pratique de ces mesures de représailles de caractère gratuitement humiliant (pendaison ou fustigation d'officiers), médiocrement efficaces comme méthodes de lutte, mais qui risquent d'avoir pour effet de creuser le fossé entre britanniques et juifs et de fermer la porte à la méthode des négociations qui pourtant vient de se révéler efficace aux Indes entre les mains du Pandit Nehru. Tels procédés, même s'ils n'étaient que la réplique à des procédés analogues venant du camp opposé, sont comme le disait Talleyrand, pires que des crimes, ce sont des fautes. Enfin, que l'on nous permette de dire un mot à propos de cette affaire si douloureuse de l'Exodus. L'offre d'asile en France constituait en somme une solution assez humaine, satisfaisante à tous les points de vue, excepté pour un sionisme vraiment dogmatique. Concertée sans aucun doute avec les milieux compétents britanniques, elle eût permis aux réfugiés juifs de mettre fin à leur odyssee de façon acceptable.

D'autre part, on ne savait que trop bien qu'en aucun cas l'Angleterre ne consentirait à mettre cap sur la Terre Sainte. On se défend difficilement contre l'impression pénible que quelque puissance mystérieuse a dirigé cette affaire dont le principal souci est moins de défendre des réfugiés que de mettre l'Angleterre dans son tort. A l'heure actuelle, les émigrants sont dans les camps en Allemagne et L'Humanité — qui trouve parfaitement naturel que de toutes les puissances antinazies l'U. R. S. S. ait été la seule à fermer ses portes devant les émigrés juifs entre 1933 et 1939 — publie des articles enflammés contre la barbarie anglaise. Le tour est joué...

(1) Pacte de Cromwell et de Rabbi Manassa Ben Israel ouvrant l'Angleterre aux Juifs que les persécutions chassaient d'Espagne et du Portugal.

Nous nous rendons parfaitement compte combien le sujet est ingrat et délicat. Il est pénible de soumettre à une analyse froide et objective les dessous d'un drame marqué du triple signe du sang, des larmes et de l'héroïsme. Certes, nous ne nions point les torts de l'impérialisme britannique vis-à-vis des juifs de Palestine (qui sont exactement les mêmes que ceux de tous les impérialismes à l'égard de tous les peuples opprimés) et nous ressentons, devant le sort de ces malheureux, une indignation certes plus sincère que celle des collaborateurs de L'Humanité. Mais, pour le moment, il s'agit, en premier lieu, de comprendre (et dans ce cas comprendre n'est pas du tout excuser) ce qui est plus difficile.

Une question se pose avec une brutale clarté : qui a intérêt à jeter de force l'Angleterre dans l'antisémitisme ? Les juifs ? Certes non ! Même si cela pouvait leur valoir l'indépendance de la Palestine (ce qui est loin d'être prouvé) le prix en serait trop élevé. Par contre, on voit nettement qu'une évolution antisémite en Grande-Bretagne pourrait servir admirablement les intérêts de l'U. R. S. S. en lui permettant de monopoliser les sympathies juives dans le monde (ce n'est pas un facteur négligeable quand on songe au nombre des savants juifs attachés aux recherches atomiques) ; en entretenant une agitation permanente à un point névralgique du Commonwealth, enfin, en permettant d'étayer d'un argument de poids l'accusation absurde d'hitlérisme que l'U. R. S. S., sans doute pour la détourner d'elle-même, lance à la tête de son ex-alliée. On voit donc que sur tous les plans l'U. R. S. S. demeure le principal bénéficiaire de l'opération. Ce n'est pas une preuve, certes. Mais, quand on connaît le machiavélisme soviétique, elle constitue au moins une forte présomption.

On se souvient du passage célèbre du Vieux Testament où Isaac aveugle, ne reconnaissant pas son fils, s'écrie : « La voix est celle de Jacob, mais les mains paraissent celles d'Esau. »

Dans cette histoire douloureuse la voix est celle d'Israël meurtri. Mais les mains qui tirent de loin les ficelles semblent appartenir à quelqu'un d'autre...

Evidemment, ce n'est qu'un des aspects de la question. De l'autre côté, il ne faut pas oublier que le mouvement anti-britannique juif est un mouvement anti-impérialiste qui mérite, à ce titre, notre sympathie. Il en résulte un certain dualisme de notre attitude à l'égard de ce mouvement. Mais ce dualisme n'a rien de surprenant : il caractérise même l'attitude socialiste à l'égard de la plupart des réactions des opprimés quand elles sont canalisées dans l'intérêt du totalitarisme stalinien, c'est-à-dire quand elles mènent à une des formes les plus odieuses de l'oppression. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, quel socialiste pourrait rester neutre devant la lutte des ouvriers pour un niveau de vie plus élevé, mais, d'un autre côté, comment ne pas réserver son jugement quand on sait que dans l'esprit de certains promoteurs le but essentiel d'une grève est le retour au pouvoir de quelques ministres communistes.

Le commentateur peut se contenter de poser la question, mais, pour le militant engagé dans l'action, le paradoxe se traduit par un conflit de conscience souvent insurmontable à résoudre. Telle est exactement notre attitude à l'égard du mouvement anti-britannique juif. C'est un mouvement généreux qui risque de servir une cause qui ne l'est pas.

La question essentielle est la suivante : le mouvement de l'Irgoun et du Stern est-il un mouvement révolutionnaire ou non ? La solution à cette question présuppose une étude sociologique complète du sionisme, elle déborde donc les cadres de cet article. Nous nous contenterons d'indiquer un point de vue et de rappeler un petit souvenir.

Une des catégories essentielles de la politique révolutionnaire est la notion de la possibilité historique. Ainsi, entre les « niveleurs » et Cromwell c'est certainement le second qui était révolutionnaire bien que les premiers l'aient semblé davantage.

De même, pour prendre un exemple plus proche de nous, le Parti communiste allemand, ayant, avant 1933, basé son action sur l'hypothèse fautive de l'imminence d'une révolution prolétarienne en Allemagne, a secondé les attaques nazies (1) contre la politique de Weimar, ce qui était une lourde faute et s'est révélé contre-révolutionnaire,

(1) Participation au plébiscite dit rouge organisé par les nazis contre le gouvernement social-démocrate prussien; grève des tramways de Berlin menée de concert avec les hitlériens. Elle prépara le passage au nazisme de nombreux communistes.

alors qu'une tactique d'unité d'action avec les socialistes pour la défense de la République, quoique d'une apparence beaucoup plus modeste, eût été révolutionnaire. Or, il faut reconnaître que, dans l'état actuel des choses, un état juif démocratique en Palestine, est du domaine de l'utopie. Les militants de l'Irgoun, en croyant lutter pour cet idéal, ne font, en réalité, qu'apporter une aide fort appréciable au soutien des intérêts impérialistes russes en proche Orient ; ils versent, par conséquent leur sang, pour une cause qui n'est pas la leur.

Nous aimerions enfin rafraîchir un vieux souvenir historique. Il existait autrefois un mouvement juif violemment anti-britannique, appelé « Révisionnisme » et présidé par un personnage remuant nommé Jabotinski, brillant orateur et polyglotte accompli. Jabotinski poussa ses sentiments « révolutionnaires » jusqu'à glorifier Hitler pour avoir éveillé l'esprit national juif. Son « révisionnisme » était en fait l'adaptation au nationalisme juif des conceptions fascistes européennes. Ce mouvement fit beaucoup parler de lui dans les milieux juifs, autour de 1930. Jabotinski est mort, mais ses partisans vivent encore et sont nombreux dans les rangs de l'Irgoun. Or, ce mouvement proposait la substitution de l'Italie — qui, à l'époque, faisait parade de ses sentiments philo-sémites — à l'Angleterre, en tant que puissance mandataire.

On peut difficilement s'empêcher d'avoir un sentiment d'horreur quand on pense à ce qui se serait produit s'ils avaient réussi...

FENÊTRE

DANS l'horloge dressée contre le mur comme un cerueil
le balancier luit et s'éclipse
— ainsi glissait sa faux dans la rosée —

derrière elle le balancier
partage l'ombre plus profonde
et compte les coups perdus de son cœur
divisant en vain le silence
où seule la rumeur de son sang
prolonge le chant ivre de la batteuse.

Un rayon fait encor briller dans ses cheveux les brins de paille
bientôt les géraniums que ses bras frôlent
vont ressembler à des fantômes de soleil dans la nuit bleue
d'où la plainte des eaux s'élève lentement
parmi les feuilles qui frissonnent

la route nue se perd entre des peupliers hostiles.

Elle est lasse d'avoir tout un jour
dans l'accablante lumière
abandonné son corps au rythme de la tâche
sans le voir lever bien haut les lourds trophées des gerbes
ou dresser victorieusement son torse brun ruisselant d'huile
dans un halo d'âtre poussière
au milieu du brasier crépitant des épis
d'où monte un cantique d'abeilles.

Il est allé où l'on se bat
la nuit dernière le canon tonnait au loin dans la montagne
la chambre s'emplit des lueurs blêmes de l'orage
et maintenant le soir couvre les choses d'un suaire.

Il dort depuis midi d'un lourd sommeil de moissonneur
et la terre a bu tout son sang
c'est le moment où la douceur de vivre est si poignante
où l'année tenant ses promesses
incline vers l'automne
ses branches chargées de fruits mûrs.

Jean JACQUOT

La 2^{ème} Internationale renaîtra-t-elle ?

DANS *Le Courrier Socialiste* (organe des Menchéviks russes) du 20 août 1947 nous trouvons deux articles consacrés à la tentative de reconstruire l'Internationale Socialiste, un de Abramovitch et l'autre de Topalovitch. Abramovitch affirme que le problème de la reconstruction de l'Internationale Socialiste se trouve en rapport direct avec celui des relations existant entre le Labour Parti anglais et le bolchevisme. Il rappelle que le Labour reste le parti dominant de la classe ouvrière anglaise, et ne doit pas lutter à l'intérieur du pays pour son existence contre un parti stalinien, comme c'est le cas pour les partis socialistes du continent, d'où le luxe de « superobjectivité » et de sang-froid qu'il se permet.

Abramovitch rappelle que les partis socialistes « satellites » ont cessé de facto d'être libres comme organismes politiques, surtout en ce qui concerne les problèmes de la politique extérieure et les relations internationales. Mais de ce fait ils deviennent des partenaires incompatibles pour les partis socialistes indépendants de l'Europe occidentale en ce qui concerne la reconstruction de l'Internationale socialiste. Abramovitch souligne aussi que les partis socialistes indépendants présentent pour Staline non pas des alliés, mais des ennemis dangereux car étant démocratiques ils sont contraires à sa base sociale même. Le stalinisme ne peut pas vaincre à l'extérieur, c'est-à-dire dans un pays ou dans le monde, sans avoir vaincu le socialisme démocratique à « l'intérieur », dans la classe ouvrière même. Comment arrêter la marche en avant du stalinisme sans avoir résolu pour soi-même si Moscou et son « communisme » présentent l'espoir du prolétariat mondial ou s'ils sont ses ennemis les plus acharnés ? Peut-on combattre les tentatives communistes de prises du pouvoir sans être sûr que ce pouvoir est un péril pour le socialisme et la démocratie ? Peut-on en général rester socialiste et démocrate, si on laisse supposer que la Russie soviétique et ses méthodes présentent une voie vers le socialisme ? Et en outre : peut-on garder la « neutralité » dans la lutte de l'état démocratique contre la dictature stalinienne, si on croit que cette dictature est l'ennemi du socialisme et de la démocratie.

Lorsque ces problèmes seront éclaircis et résolus, c'est alors seulement que l'Internationale pourra être reconstituée.

Quant à Topalovitch, il commence son article par l'énumération des espoirs qu'on mettait dans la conférence de Zurich : on pensait que l'Internationale allait être reconstituée ; que le parti allemand allait être admis ; que les problèmes principaux de la politique mondiale allaient être discutés et résolus.

Mais la veille de cette conférence, continue Topalovitch, le parti socialiste hongrois avait convoqué une assemblée des partis socialistes du bassin danubien (tout cela avec l'autorisation et sans doute à l'instigation des autorités d'occupations russes) pour créer un bloc oriental, qui devait créer l'opposition à la conférence de Zurich. Bientôt, ce que ce bloc voulait devint clair : 1^o le parti socialiste polonais exigeait la non-admission du parti allemand jusqu'au moment où ce dernier reconnaîtrait les frontières germano-polonaises actuelles ; 2^o le chef du parti tchèque faisait savoir que tant que l'Internationale communiste n'est pas rétablie, l'Internationale socialiste ne devait pas l'être non plus ; 3^o la « Pravda » attaquait la veille même de la conférence de Zurich les partis socialistes occidentaux en les accusant d'être des alliés du fascisme et de l'impérialisme américain.

Le rôle prépondérant dans l'organisation de la conférence de Zurich appartient au Labour Parti. Ce dernier comprend évidemment ce que représente la dictature russe. Mais ce parti mène sa politique extérieure très prudemment, en évitant des conflits en ce qui concerne les divergences de principe et ne craignant pas les compromis quand il s'agit des petites nations. C'est pourquoi les groupes socialistes qui sont ouvertement hostiles aux régimes de la sphère orientale, n'ont pas été admis à la conférence. Ainsi ni les menchéviks russes, ni les autres organisations socialistes réfugiées, sauf les Espagnols, n'ont pas pu prendre part à la conférence en question. Pourtant les Anglais ont admis l'existence des partis socialistes d'opposition en Roumanie et en Bulgarie, mais ils ont invité seulement les groupements socialistes tolérés par les autorités soviétiques. De sorte que ne devaient prendre part à la reconstruction de l'Internationale Socialiste que les organisations du bloc oriental qui existent avec la permission des communistes. Situation, il faut l'avouer, assez paradoxale.

M.

Jean-Claude LA ROCHE : PRESTIGE DU CRIME (C. S. I. P. E.).

Une étude sur les passions que déchaînent les criminels. Le Procès Paule Guillou n'est pas si loin qu'on ne sente à ce livre une puissante réalité. Un ouvrage qui explique la réussite de bien des romans policiers.

L'Externationale Stalinienne sort de l'ombre

Déclaration de guerre au Socialisme

Voici le texte de la déclaration de la conférence des représentants de neuf partis communistes européens, déclaration publiée le 5 octobre, par le journal *L'Humanité* :

« Dans la situation internationale résultant de la deuxième guerre mondiale et de la période d'après guerre, des changements essentiels sont intervenus.

« Ces changements sont caractérisés par une nouvelle disposition des forces politiques fondamentales agissant sur l'arène internationale, par la modification des rapports entre les Etats vainqueurs dans la seconde guerre mondiale, par un nouveau regroupement de ces Etats.

« Pendant la guerre contre l'Allemagne et le Japon, les Etats alliés marchaient ensemble et constituaient un seul camp. Cependant, il existait déjà, dans le camp des alliés, une différence dans la détermination des buts de la guerre, ainsi que dans la détermination des tâches relatives à l'organisation du monde après la guerre. Pour l'Union Soviétique et pour les autres pays démocratiques, les buts fondamentaux de la guerre comportaient le rétablissement, l'affermissement des régimes démocratiques en Europe, la liquidation du fascisme, les mesures propres à prévenir la possibilité d'une nouvelle guerre d'agression de la part de l'Allemagne, l'établissement d'une coopération dans tous les domaines et pour une longue période entre les peuples d'Europe. Les Etats-Unis d'Amérique et, en accord avec eux, l'Angleterre, se fixaient d'autres buts de guerre, notamment l'éviction de leurs concurrents sur les marchés (l'Allemagne, le Japon) et l'instauration de leur propre hégémonie. Ce désaccord sur la détermination des buts de guerre et des tâches relatives à l'organisation du monde après la guerre, n'a cessé de s'approfondir depuis la fin des hostilités. Deux lignes politiques opposées se sont manifestées : à l'un des pôles, la politique de l'U. R. S. S. et des autres pays démocratiques, qui vise à saper l'impérialisme et à renforcer la démocratie ; au pôle opposé, la politique des Etats-Unis et de l'Angleterre, qui vise à renforcer l'impérialisme et à étrangler la démocratie. Et parce que l'U. R. S. S. et les démocraties nouvelles sont devenues un obstacle à la réalisation des plans impérialistes de lutte pour la domination mondiale et pour l'écrasement des mouvements démocratiques, une croisade est organisée contre elles. Cette croisade s'accompagne de menaces d'une nouvelle guerre de la part des hommes politiques impérialistes les plus acharnés des Etats-Unis et de l'Angleterre.

« Ainsi, deux camps se sont formés dans le monde : d'une part le camp impérialiste et anti-démocratique qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme.

La lutte entre ces deux camps se déroule dans les conditions de l'accentuation continue de la crise générale du capitalisme, de l'affaiblissement des forces du capitalisme et de l'affermissement des forces du socialisme.

« C'est pour cela que le camp impérialiste et sa force dirigeante, les Etats-Unis, déploient une activité particulièrement agressive. Cette activité se développe à la fois sur tous les plans : sur le plan militaire et stratégique, sur le plan de l'expansion économique et sur le plan de la lutte idéologique.

« Le plan Truman-Marshall constitue seulement la partie européenne de la politique d'expansion que les Etats-Unis réalisent dans toutes les parties du monde.

« Au plan d'asservissement économique et politique de l'Europe par l'impérialisme américain, s'ajoutent des plans d'asservissement économique et politique de la Chine, de l'Indonésie, des pays de l'Amérique du sud. Les Etats-Unis préparent les agresseurs d'hier — les magnats capitalistes de l'Allemagne et du Japon — à jouer un nouveau rôle, le rôle d'instruments de la politique impérialiste des Etats-Unis en Europe et en Asie.

« Le camp impérialiste a recours aux moyens tactiques les plus variés où se conjuguent la menace de l'emploi direct de la force, le chantage et les violences, toutes sortes de mesures de pression politique et économique, la corruption, l'utilisation des contradictions intérieures et des querelles pour renforcer les positions impérialistes. Tout cela est dissimulé sous le masque du libéralisme et du pacifisme en vue de tromper et de prendre au piège les gens sans expérience politique.

« Parmi les moyens tactiques des impérialistes, une place particulière revient à l'utilisation de la politique de trahison des socialistes de droite du type Blum, en France, Attlee et Bevin en Angleterre, Schumacher en Allemagne, Renner et Scherf en Autriche, Sarragat en Italie, etc. Ils s'efforcent de dissimuler le caractère de brigandage de la politique impérialiste sous le masque de la démocratie et d'une phraséologie socialiste, alors qu'ils ne sont, en fait, que les auxiliaires

fidèles des impérialistes en suscitant la désagrégation dans les rangs de la classe ouvrière et en empoisonnant la conscience de cette dernière. Ce n'est pas par hasard que la politique extérieure de l'impérialisme anglais a trouvé, en la personne de Bevin, son serviteur le plus conséquent et le plus zélé.

« Dans ces conditions, le camp anti-impérialiste démocratique se trouve devant la nécessité de s'unir, de se mettre librement d'accord sur un plan d'action commune, d'élaborer sa tactique contre les forces principales du camp impérialiste, contre l'impérialisme américain, contre ses alliés anglais et français, contre les socialistes de droite, avant tout en Angleterre et en France.

« Les efforts de l'ensemble des forces démocratiques anti-impérialistes de l'Europe sont nécessaires pour mettre en échec le plan d'agression impérialiste. Les socialistes de droite se comportent en traîtres. A l'exception de ceux des pays de démocratie nouvelle où le bloc des communistes et des socialistes avec les autres partis progressistes et démocratiques constitue la base de la résistance de ces pays aux plans impérialistes, les socialistes, dans la plupart des autres pays et, avant tout, les socialistes français et les labouristes anglais — Ramadier, Blum, Attlee et Bevin — facilitent par leurs complaisances la marche du capital américain, l'incitent aux actes de violence et conduisent leurs propres pays à l'état de vassaux dépendant des Etats-Unis.

« Dans ces conditions, les partis communistes ont pour devoir essentiel de prendre en mains le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leur propre pays. Si les partis communistes restent fermes sur leurs positions, s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage, s'ils se comportent absolument en sentinelles de la démocratie, de la souveraineté et de l'indépendance de leurs pays, s'ils savent, dans leur lutte contre les tentatives d'asservissement économique et politique, se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur national et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe et de l'Asie ne pourra être réalisé.

« Telle est, à l'heure actuelle, une des tâches principales des Partis communistes. Il importe de considérer qu'il y a très loin entre le désir des impérialistes de déclencher une nouvelle guerre et la possibilité d'organiser une telle guerre. Les peuples du monde entier ne veulent pas la guerre. Les forces attachées à la paix sont si grandes et si puissantes qu'il suffirait qu'elles fassent preuve de ténacité et de fermeté dans la lutte pour la défense de la paix, pour que les plans des agresseurs subissent un fiasco total. Il ne faut pas oublier que le bruit fait par les agents impérialistes autour des dangers de guerre tend à intimider les gens sans fermeté ou ceux qui cèdent à la guerre des nerfs, afin de pouvoir obtenir par le chantage des concessions en faveur de l'agresseur.

« Le danger principal, pour la classe ouvrière, consiste actuellement dans la sous-estimation de ses propres forces et dans la surestimation des forces du camp impérialiste.

« De même que dans le passé, la politique munichoise a encouragé l'agression hitlérienne, de même aujourd'hui les concessions à la nouvelle politique des Etats-Unis, au camp impérialiste, peuvent inciter ses inspirateurs à devenir plus insolents et plus agressifs.

« C'est pourquoi les Partis communistes doivent se mettre à la tête de la résistance — dans tous les domaines, gouvernemental, politique, économique et idéologique — aux plans impérialistes d'expansion et d'agression. Ils doivent serrer leurs rangs, unir leurs efforts sur la base d'une plateforme anti-impérialiste et démocratique commune et rallier autour d'eux toutes les forces démocratiques et patriotiques du peuple. »

L'HEURE DU PLAN de Lewis LOWIN (1)

M. L. LEWIN, qui fut le fondateur de l'Association Nationale de Planification économique aux U. S. A. et membre du B. I. T., nous a fort déçus. Nous attendions de lui une critique de l'économie mondiale et une démonstration de la nécessité impérieuse du planisme. Nous n'avons trouvé qu'un pédagogue pesant et un conseiller d'affaires avisé. Pas une seule fois les chiffres ne sont venus corroborer son exposé qui, par ailleurs, se cantonne presque entièrement à l'expérience américaine.

L'auteur soutient que l'Etat doit équilibrer les forces des classes en présence en imposant un plan de compromis qui les contraigne à se supporter, vaille que vaille. Une question se pose : qui fait les frais de ce compromis ? Il est évident que la situation privilégiée de l'économie américaine permet, dans une certaine mesure, l'établissement d'un plan de prospérité dans la collaboration des classes. En est-il de même en Europe ? Nous en doutons.

Rappelons à Mr. Lewin, qu'en fait, le New-Deal a accru la puissance des trusts. En 1939, 92 % des transports étaient aux mains de 45 entreprises ; 17 sociétés d'assurances contrôlaient plus de 80 % des actifs des compagnies d'assurances, etc...

La guerre n'a fait qu'accroître l'affaiblissement des classes moyennes. En trois ans, 500.000 petites entreprises ont disparu.

Ces quelques chiffres démontrent où mène la planification quand l'Etat est géré par les agents du Grand Capital.

La préface est de... R. Bothereau.

A. TANEN.

(1) Editions Le Portulan.

SOCIALISME ET PSYCHOLOGIE

par Victor SERGE

VICTOR SERGE, dans l'article que nous publions ci-dessous, avec une indépendance et une richesse de vues qu'on ne trouve plus que rarement, expose un sujet des plus importants pour le socialisme. Nous souhaitons que cet article soit le principe d'une large discussion et qu'il contribue à « secouer l'inertie mentale des grands mouvements stabilisés ».

Il est exact que le marxisme s'est peu intéressé aux faits psychiques et à leur conditionnement biologique et social. Dans un mouvement qui se propose de donner une philosophie complète de l'homme, et d'unir et de mobiliser les hommes, il faut reconnaître que cette lacune est au moins étonnante. Elle s'explique bien, au début, par l'urgence d'autres tâches. En se perpétuant, elle prendrait aujourd'hui l'aspect d'une faillite. Au travail pour montrer que le marxisme est bien vivant.

LES transformations sociales commencées au début du XX^e siècle dépassent de beaucoup en ampleur et en complexité la révolution que les penseurs socialistes du XIX^e siècle annonçaient. D'une part, la technologie a atteint une puissance inconcevable il y a cent ou cinquante ans. De l'autre, les sciences se sont développées dans une proportion qui fait paraître ingénues les grandes synthèses du siècle passé. Ceci concerne notamment la connaissance de l'homme. L'œuvre des créateurs de la psychologie moderne, Wundt, Breuer, William James, Freud, Pavlov, Jung, Alfred Adler, Koehler, commence à peine au temps où meurt Marx ; et elle commence à peine, de nos jours, à influencer assez largement la vie sociale : l'Armée Rouge fut la première, en 1918-1920, à donner à ses combattants une éducation idéologique ; l'armée américaine fut tout récemment la première à soumettre ses recrues à un examen psychologique.

Marx n'entendait certes pas ignorer la complexité des mobiles humains, comme tant de ses continuateurs l'ont fait après lui. « Les hommes, écrivait-il, font leur propre histoire, ils ne la font pas librement... mais dans des conditions directement données, léguées par la tradition. La tradition des générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants. » (*Dix-huit Brumaire.*) C'était bien ouvrir une large fenêtre sur l'étude de « l'âme humaine », et déjà pressentir le Surmoi. Mais, par ailleurs, la méthodologie de Marx, dominée par l'analyse du capitalisme et par l'admirable souci de la libération des exploités, s'orientait vers de graves malentendus. La « production des moyens de satisfaire les besoins matériels de l'homme » lui apparaissait comme « le premier principe de toute existence humaine, de toute histoire par conséquent ». (*L'Idéologie allemande.*) Comme si l'on pouvait employer ici l'expression de « premier principe » autrement que pour la commodité du langage ! L'activité de l'être humain forme un ensemble indivisible au sein duquel les instincts de conservation et de reproduction (et peut-être celui de la destruction et de la mort) sont servis et dirigés par le cerveau ; elle ne comporte évidemment ni premier ni second principe. Il serait néanmoins injuste de reprocher au fondateur du socialisme scientifique de n'avoir pas anticipé sur des découvertes futures. C'est un bon demi-siècle après qu'il eût posé les fondements de son œuvre que le caractère de l'homme s'est éclairé par les notions nouvelles de l'influence du milieu pré-natal, de l'influence de la première enfance, du rôle fondamental de la libido, plus important dans la formation de l'individu que celui de la production des aliments. Et la justesse d'ensemble des réquisitoires élevés par Marx contre l'exploitation du travail n'en est en rien diminuée ; de même subsiste la constatation de la domination des mœurs et de la production intellectuelle par le capitalisme.

La pensée socialiste telle qu'elle se fixa au XIX^e siècle en s'affirmant comme celle du mouvement social le plus hardiment novateur, procéda souvent par grandes simplifications schématiques, comme il arrive toujours aux doctrines militantes.

La science du XIX^e siècle lui suffit pendant longtemps ; elle ne lui suffit plus. Pour répondre aux exigences du temps présent, le socialisme doit s'enrichir des connaissances nouvellement acquises sur les mobiles de la conduite humaine. Et, pour cela, secouer l'inertie mentale des grands mouvements stabilisés.

Il n'est plus possible d'opposer à la foi religieuse un athéisme combattif, dérivé de l'anticléricalisme, depuis que l'on voit les racines des croyances se ramifier dans le subconscient et l'inconscient humain, bien en deçà et au delà de l'enseignement des églises.

Il n'est plus permis de méconnaître le rôle de l'affectif, de l'irrationnel, dans le comportement de l'individu et des masses ; sur ce point, les derniers bolcheviks, qui sans cesse comptèrent sur la « théorie juste » pour se rallier les masses ouvrières, ont essuyé un cuisant échec.

Il n'est plus permis de méconnaître, en deçà et au delà des mentalités de classes sociales, l'importance des caractères ou tempéraments biologiquement conditionnés et formés au cours de la première enfance. Quelle que soit sa formation sociale, l'homme dispose de plus ou moins d'énergie nerveuse et c'est dire qu'il y a des caractères dynamiques (qui, dans le mouvement ouvrier, formèrent souvent les révolutionnaires) et des caractères moins dynamiques (qui, dans le mouvement ouvrier, formèrent souvent les modérés). Les Marx, les Bakounine, les Trotsky furent des caractères exceptionnels qui ne peuvent servir de modèles à l'homme moyen que dans une faible mesure.

Il n'est plus permis de méconnaître la psychologie des foules, peu étudiée jusqu'ici, mais dont l'importance ne fait pas de doute aux yeux du témoin d'une panique de nation ou d'armée, d'un lynchage, d'une assemblée chauffée à blanc par une agitation irrationnelle, de la vie quotidienne d'une population soumise à l'écrasement totalitaire de la personnalité. Sous cette rubrique se classent les contagions mentales et les vastes psychoses — tout d'abord celle du complot — que des régimes inhumains ont su exploiter à fond.

Le socialisme scientifique comptait sur un avènement de conscience. Il faisait appel au « prolétaire conscient », il misait sur la puissance du rationnel. Il ne lui est plus permis d'ignorer que la rationalisation passionnelle l'emporte le plus souvent — surtout dans les moments de crise — sur le raisonnement objectif, et que, par conséquent, l'avènement de l'homme à la conscience claire est infiniment plus difficile que ne le crurent les humanistes du XIX^e siècle.

Tout un courant influent de la pensée socialiste, de Rosa Luxembourg à Herman Gorter, fonda ses espoirs sur la « spontanéité des masses ». Ses espoirs ont généralement été déçus. Cette « spontanéité », lorsqu'elle s'est par exception manifestée, n'a été que le produit de circonstances exceptionnelles ; et préparée en outre par une éducation favorable elle peut agir dans des directions diamétralement opposées. Il convient, à ce propos, de tenir compte de l'extrême malléabilité de l'intelligence et du sentiment des masses sous l'influence des machineries de propagande.

Les écoles révolutionnaires, encouragées par les victoires de la révolution russe, ont cherché à en tirer des règles de conduite et d'action politique applicables en tout lieu, sinon en tout temps, ce qui les a du reste amenées à diverses formes de dégénérescence et de suicide. Ainsi, lorsqu'en Russie, une opposition — à laquelle j'appartenais — tenta de galvaniser par l'agitation une révolution morte, demanda en d'autres termes aux masses un effort qu'elles ne pouvaient plus, qu'elles ne voulaient plus fournir. (Je n'entends pas prononcer ici le moindre blâme sur des oppositions qui eurent l'éclatant mérite de se dresser, désarmées, contre le Totalitarisme montant ; mais constater que des illusions psychologiques facilitèrent leur défaite.)

Il est utile, sur ce chapitre, de tenir compte de la brève durée — significative — des grands mouvements révolutionnaires récents. La révolution russe, dans sa période plus ou moins spontanée, dure quelque dix-huit mois, de mars 1917 à l'automne 1918. Elle obéit ensuite à l'Etat bolchevik. La révolution allemande de

novembre 1918 est à peu près éteinte en janvier 1919 : trois mois après lesquels elle ne prolonge plus que des soubresauts défensifs. La révolution espagnole, qui répond magnifiquement à l'agression des généraux en juillet 1936, agonise à l'intérieur en mai 1937 : ses élans ont duré une dizaine de mois.

Les rapports entre les masses et les chefs ou leaders posent d'autres problèmes connexes à tous ceux-ci. Nous avons connu l'ère des militants : l'homme d'initiative et de dévouement s'improvisait leader et cela suffisait pour de bons débuts d'organisation. Les organisations embrassant jusqu'à des millions de membres nécessitent maintenant des dirigeants professionnels qui sont de véritables techniciens et dont le contact avec ceux qu'ils dirigent plus qu'ils ne les représentent, est mal assuré, même dans les pays démocratiques. Les organisations du type totalitaire se reconnaissent au culte du Chef, au dressage hiérarchique des cadres, à la structure en partie occulte de « l'Appareil » et il faut convenir qu'elles exercent sur certaines masses une séduction plus grande que celle de leurs rivaux démocratiques. Le penchant de plusieurs peuples relativement arriérés de l'Amérique latine pour le *caudillismo* suffirait à en fournir la preuve, en dehors même des grands systèmes totalitaires dans lesquels les peuples n'ont plus le choix.

Dans bien des cas, la psychologie ne fait que nous révéler comment — et même en vertu de quels intérêts — la collectivité façonne l'homme, cet « animal domestique » par excellence. Dans d'autres cas, elle fait ressortir la nature superficielle et fragile du conscient par rapport à des réactions dont l'origine est plus profonde, plus obscure aussi. Si des statistiques étaient possibles en cette matière, on constaterait certainement que les civilisés équilibrés, c'est-à-dire adaptés en général à des façons de vivre propres à seconder le développement de l'homme et de la société, ne constituent qu'une minorité dans les pays les plus prospères, et que là même, d'autres minorités, impulsées par de vieux instincts ou nettement malades, font à la première un dangereux contrepoids. A titre d'exemple, c'est en sélectionnant les sadiques que les nazis réussirent à former, *en tous pays*, des personnels de tortionnaires. L'observation la plus sommaire révèle chez tous les peuples la présence d'éléments psychologiquement prédisposés à cet emploi : les « terreurs » des guerres civiles les ont montrés à l'œuvre.

On ne discute plus le rôle des facteurs économiques et de la lutte de classes dans les catastrophes historiques dont nous ne sommes pas encore sortis, telles que l'avènement du Totalitarisme en Russie, l'avènement du Nazisme, les guerres de conquête du III^e Reich, l'extermination des Juifs. Encore faut-il admettre que le développement économique et les conflits sociaux n'obéissent pas à un déterminisme rigoureux et clairement intelligible, sinon prévisible. Entraînés par les événements, les individus et les collectivités réagissent selon des aspirations plus inconscientes que conscientes, selon des traditions parfois, qui la veille paraissaient oubliées, selon des tempéraments, des névroses, des poussées d'instinct élémentaires. La peur apparaît maintes fois comme un mobile plus puissant que l'intérêt économique. Je fus très frappé en lisant une remarquable étude du docteur Bruno Bettelheim sur le comportement des internés antinazis dans les camps de concentration d'Allemagne. J'y retrouvais des observations que j'ai faites, à un moindre degré d'intensité, dans diverses prisons (1) et, à un degré de dilution terriblement oppressant, dans la vie quotidienne d'un grand pays totalitaire, soumis à la famine et à la terreur, l'U. R. S. S. L'homme, frustré de la vie entière ou presque, l'homme frustré de lui-même, retombe à une mentalité antérieure à celle des sociétés évoluées. Les internés décrits par le docteur Bettelheim estimaient que le caractère le plus trempé, l'homme le plus conscient de sa personnalité, ne peuvent, « dans les conditions extrêmes » d'une captivité anéantissante, résister plus de six ans... Cette affirmation peut paraître arbitraire, mais elle coïncide exactement avec mes conclusions propres.

(1) Dr. Bruno Bettelheim, *Behavior in Extreme Situations in Politics*, 1945. — Victor Serge, *Les Hommes dans la Prison*, Paris, Rieder, 1930.

tirées en des conditions beaucoup moins « extrêmes ». Sans tenir compte de telles études, on ne saurait rien comprendre à l'homme des pays totalitaires.

Les germes du totalitarisme existent dans toutes les sociétés modernes puisqu'ils sont racinés dans les despotismes du passé autant que dans les possibilités d'organisation offertes à l'Etat par la technologie actuelle. On doit à Erich Fromm une des meilleures études sur les conditions socio-psychologiques qui firent lever ces germes en Europe (1). Une certaine « liberté », qu'il faudrait en vérité appeler d'un autre nom quand elle n'est plus pour l'homme de la rue que celle de la privation dans une impasse, le plonge dans un intolérable sentiment d'isolement, d'impuissance, de dégradation, de frustration ; la pensée rationnelle devient pour lui inutile et même gênante en ce qu'elle a de noblement impératif. Cet homme angoissé tend alors à abdiquer sa personnalité pour se confondre avec les collectivités qui lui promettent la sécurité dans l'obéissance. Le Chef, en pensant pour lui, le délivre de la responsabilité, de l'initiative, du doute, et lui permet de retrouver l'attitude infantile de l'enfant sous l'autorité du père. Attitude psychologique très ancienne, qui semble même remonter aux origines tribales des sociétés. Le Pape est encore le Saint-Père ; le Tsar de Russie était le « petit père » affectueusement appelé ainsi comme le prêtre, et Staline, « Chef génial », « notre soleil », s'est fréquemment fait appeler le « Père des peuples ». Chose curieuse, les traits profonds de ces attitudes de masses affamées et désemparées se retrouvent, même autour de nous, dans des pays relativement prospères, dans le comportement de nombreux intellectuels séduits par le prestige de la puissance, enclins à l'adoration du Chef, et plus encore enclins à abdiquer la sévère liberté de considérer la réalité en face ; coupables en un mot d'une véritable trahison de la connaissance objective. Dans tous ces cas, le problème psychologique acquiert pratiquement une importance au moins égale à celle des facteurs économiques immédiats.

La preuve en est dans le parallélisme étonnant de deux séries d'événements historiques différents et même opposés. Des régimes totalitaires se sont établis dans un pays à la suite d'une révolution socialiste victorieuse et dans un autre pays à la suite d'une contre-révolution fomentée par les forces réactionnaires d'un capitalisme menacé. Origines sociales opposées, bases économiques opposées au départ, même dénominateur psychologique et par la suite, économies planifiées de types différents. Dans les deux cas, je tiens qu'il faut ajouter au désarroi des masses, à l'énorme insécurité, la fatigue cérébrale due à de longues périodes de sous-alimentation et de tension nerveuse (« situations extrêmes »). Beaucoup d'hommes moyens abdiquent aisément la pensée autonome quand, pour des raisons de surmenage, ils ne peuvent plus l'exercer ou quand elle leur imposerait des obligations morales trop lourdes.

L'optimisme socialiste ne prévoyait pas de semblables régressions psychologiques, bien que, dans les luttes sociales du XIX^e siècle, la barbarie des répressions exercées au nom de l'Ordre, eût offert un sujet d'étude féconde. L'exécution de quelque trente à quarante mille ouvriers parisiens, au lendemain de la Commune de Paris (1871), fut à notre époque la première tentative d'extermination en masse d'une catégorie de vaincus. Le mécanisme politique en fut bien étudié, mais non le mécanisme psychologique.

Le socialisme procédait d'une conception trop simple de l'homme, dont il ne sondait pas les profondeurs redoutables. Il tenait la classe ouvrière pour éthiquement supérieure à la bourgeoisie réactionnaire, à laquelle elle abandonnait le triste monopole des crimes contre l'humanité. Les révolutionnaires, sous ce rapport, n'eurent aucune méfiance d'eux-mêmes. Un peu d'introspection, éclairée par un minimum de connaissance de la psychanalyse, leur eût été précieusement utile. Quelques exemples d'erreurs psychologiques commises par des révolutionnaires, et dont les conséquences furent incalculables, sont faciles à produire.

Le 20 décembre 1917, le Conseil des Commissaires du Peuple de la révolution russe, formé de marxistes pénétrés d'une foi profonde en la cause du socialisme,

(1) Eric Fromm, *Escape from Freedom*, Farrar & Rinehart, N° 1, 1941.

aux prises avec des difficultés très grandes, mais nullement affolantes, décrétait la formation d'une Commission Extraordinaire de Répression, la Tcheka. Sans doute ces hommes étaient-ils hantés par le souvenir des sanglantes répressions que la classe ouvrière avait subies auparavant et des persécutions dont ils avaient eux-mêmes l'expérience. Il était naturel qu'ils établissent pour le nouveau régime des organes efficaces de défense intérieure. Ils étaient une vingtaine autour d'une table, calmes, et la plupart instruits des leçons de l'histoire. Ils pouvaient à leur gré établir diverses institutions : des tribunaux révolutionnaires, des cours martiales, des tribunaux populaires, des jurys sélectionnés, une haute-cour... Ils établirent une Inquisition secrète, jugeant sans entendre la défense, prononçant ses sentences sur dossiers et rapports, de coutume sans voir l'accusé. Ils lui donnèrent pour arme principale la peine de mort dont leur programme réclamait l'abolition. Toutes les autres procédures qu'ils examinèrent certainement présentaient, certes, des inconvénients sérieux. L'impopularité d'un régime révolutionnaire de dictature et de rationnement eût été visible au cours de procès publics ; une défense professionnelle eût facilement embarrassé des accusateurs inexpérimentés. Mais il n'est plus contestable que les dangers que présentait une Inquisition, devenue avec le temps la clef de voûte d'un régime antisocialiste (et qui a fusillé plusieurs de ses fondateurs) étaient les pires... La décision psychologique prise ce jour-là, mériterait une analyse approfondie. On en découvrirait probablement les racines dans un subconscient dominé à la fois par l'insécurité (la peur), un certain enivrement du pouvoir, la rancune, la méfiance à l'égard des masses amenées à des réactions imprévues... Je sais que bon nombre de bolcheviks exécutèrent la Tcheka, je pourrais mettre ici des noms connus. La Tcheka contribua à la victoire dans la guerre civile — l'a-t-on assez dit ! — mais en devenant un objet de haine, en dressant contre le gouvernement une grande partie de la démocratie socialiste, elle aggrava aussi la guerre civile et discrédita immensément la révolution à l'étranger. En sélectionnant par la force des choses un personnel d'obsédés et de sadiques — qui allèrent jusqu'à proposer par écrit, en 1918, le rétablissement de la torture (Kamenev fut alors chargé de leur adresser une verte réponse) — la Tcheka devint promptement un ferment de perversion sociale. Une plus grande attention accordée à la psychologie (la leur propre tout d'abord) eût permis aux dirigeants de la révolution de s'épargner cette funeste erreur.

En d'autres circonstances, les dirigeants du parti bolchevik décidèrent de confier la direction administrative des services du Comité Central — le poste de secrétaire général — à un homme manifestement borné, inculte, mais estimé pour sa fermeté souple, opiniâtre, cruelle même, comme le prouvaient les premières fusillades de Tsaritsyne. C'était conférer une primauté pratique au volontarisme administratif sur les qualités d'intelligence, de culture générale, de haut idéalisme représentées par d'autres candidats. On n'y réfléchit pas, on ne s'en rendit pas bien compte. Lénine ne se ressaisit que trop tard. Il professait, lui aussi, le dangereux fétichisme de la « discipline de fer » qui ne signifierait rien si elle n'avait pour objet de faire violence aux consciences.

Tout ceci procédait d'une mentalité révolutionnaire qui, ne s'étant pas étudiée elle-même, n'était nullement en garde contre les germes de mort qu'elle recéléait en elle-même. Les avertissements de l'extérieur ne lui manquèrent pas, tardifs en général. Et il convient de souligner ici que l'évolution de la conscience des individus et des groupes est un fait de la vie intérieure qu'il est malaisé d'influencer du dehors sans posséder les techniques appropriées.

Tout récemment, nous avons vu en France et en Italie de grands partis socialistes commettre des fautes psychologiques périlleuses qui leur valurent une rapide baisse d'influence. La stupéfiante méconnaissance de la nature du communisme totalitaire, l'attachement purement affectif à des illusions alimentées par le mythe « révolution 1917 », la crainte inspirée par la puissance stalinienne, l'opportunité politique, les induisirent à se laisser confondre aux yeux des populations inquiètes avec le P. C., en faisant dès cet instant figure d'un « parti frère » du P. C. plus débile, moins résolu, moins appuyé, moins prestigieux et disposé aux capitulations... Rien de plus désastreux que la confusion des antinomies, surtout quand elle apparaît comme un aveu de faiblesse.

Chaque fois qu'une décision politique est à prendre, le caractère des personnes engagées constitue lui-même un facteur déterminant qui ne peut être confondu ni avec l'intérêt individuel ni avec l'intérêt du groupe social, quelle que soit l'importance basique de ces derniers facteurs. L'idéologie s'imprègne du caractère et le revêt à son tour. Or, l'idéologie socialiste, pénétrée de connaissances étendues en économie, en histoire, ainsi que de la riche expérience pratique du mouvement ouvrier, ne dispose encore que d'une psychologie tout à fait insuffisante.

Les établissements financiers, les grandes industries, les polices, les armées, instituent aujourd'hui — parfois très discrètement — des laboratoires de psychologie. Bien que la doctrine officielle de l'U. R. S. S. soit en cette matière singulièrement rétrograde, les cadres du P. C. bénéficient de l'enseignement des écoles de Moscou ; tous les fonctionnaires de la police politique, tous les agents secrets suivent des cours de psychologie appliquée et l'habileté des propagandes communistes camouflées n'est pas plus contestable que leur succès fréquent. Le mouvement syndical indépendant et les organisations socialistes n'accordent encore à la psychologie, dans leurs cercles d'études et leurs publications, qu'une place moins que secondaire.

Les principaux articles des programmes socialistes concernant l'économie — législation ouvrière, sécurité sociale du travailleur, nationalisations des grandes industries et des transports — sont, du fait des événements, à l'ordre du jour de la vie politique d'un grand nombre de pays. Une majorité catholique a voté en Autriche la nationalisation des industries les plus importantes. L'histoire récente a démontré que ces transformations économiques ne suffisent pas à garantir les droits du travailleur et plus largement du citoyen. Il me semble que notre époque impose au mouvement socialiste le devoir essentiel de se faire le défenseur de la démocratie réelle, c'est-à-dire de la liberté et de la dignité de l'homme. Démocratie, liberté, dignité, ces notions très claires sont fréquemment l'objet de falsifications impudentes qui ne sont possibles que parce que les idées ont perdu, dans les luttes du monde moderne, une partie de leur signification traditionnelle, sans que leur signification nouvelle, je veux dire adaptée aux possibilités de notre temps, ait été élucidée. Ce travail indispensable, à propos duquel il faudrait citer Karl Mannheim et de nouveau Erich Fromm, ne saurait être accompli sans le concours de la psychologie.

Victor SERGE.

Mexico, mars 47.

(Publié par *Modern World*, New-York.)

L'ANNEAU DE NIBELUNG, de Richard Wagner

« Wagner fut-il anarchiste ? » Sa vie, romancée par lui-même à l'usage de tel dauphin royal (Louis de Bavière) ne laisse entrevoir que des brides d'un passé qui fut, d'action et de fait, celui d'un révolutionnaire social. Mais d'autres témoignages (Reichel, etc.) montrent en lui l'ami, le disciple fervent et sincère, le compagnon d'armes de Bakounine pendant les fameuses journées de Dresde en 1848. La résonance littéraire de cette expérience nous est révélée par A. de Malander, traducteur fidèle et attentif de la Tétralogie (non pour la scène, mais pour le lecteur soucieux de pénétrer les symboles wagnériens). L'édition française monumentale de « L'Anneau de Nibelung » annotée par notre regretté camarade (qui mourut sous l'occupation allemande en Belgique) fut imprimée en 1939 et vient seulement d'être mise en vente. Sans partager toutes les interprétations de détail fournies en marge du texte wagnérien authentique, on ne peut guère douter qu'une philosophie politique et sociale ne soit présente sous les aspects du mythe dans « Le Drame lyrique des temps modernes » et que cette œuvre ne soit féconde en profonde intention psychologique concernant la « fatalité » de l'or et du pouvoir et les moyens révolutionnaires de la rompre à travers la création d'un nouveau type humain, incarné ici par le couple héroïque de Brünhilde et Siegfried.

A. PRUNIER.

L'AIR DE LA BUTTE, par André Salmon

Un pèlerinage au Montmartre d'avant 1914. On y rencontre, alors qu'elles ne sont connues que d'un petit cercle d'intimes, de nombreuses figures devenues célèbres depuis : Max Jacob, Manolo, Apollinaire et quelques autres, restées dans l'ombre. Un témoignage précieux qui serait plus apprécié si le style en'était un peu moins tarabiscoté. (La Nouvelle France.)

L'ÈRE DES "ORGANISATEURS"

Remarques à propos des conceptions de Burnham

Par A. PATRI

Il faut rappeler d'abord que la thèse soutenue dans le livre de Burnham est loin d'être une nouveauté pour ceux qui ont connu les controverses intérieures aux divers groupes d'opposition communiste avant la guerre. Nombreux ont été les adversaires communistes de Staline qui ont fini par penser que le régime établi en U. R. S. S. pouvait être autre chose qu'un simple phénomène de transition entre le capitalisme privé et le socialisme démocratique, correspondant en fait à un type historique nouveau et à l'avènement d'une nouvelle classe dirigeante qui n'était pas le prolétariat. On pourrait évoquer les thèses de l'infortuné Rakovski qui, rappelant la formule de Lénine en 1921, écrivait de son isolateur vers 1930 : « d'Etat prolétarien à déformation bureaucratique, nous nous développons de plus en plus en Etat bureaucratique à origine prolétarienne » et n'hésitait pas à parler d'une nouvelle « classe » sociale. Dès 1929, les thèses de Sopranov et de son groupe dit du « centralisme démocratique », en dehors des rangs du « trotskysme », soutenaient un point de vue analogue. Cette thèse a été, jusqu'en 1939, vivement combattue par Trotsky qui n'a pas hésité à rompre à ce propos avec plusieurs de ses anciens camarades dont Burnham lui-même, mais il n'était pas le seul puisqu'on citerait encore Urbahns en Allemagne, Max Schatman en Amérique, etc. Rappelons encore qu'elle était familière aux camarades du noyau de « la Révolution prolétarienne » et de « Masses ». Remontant à des origines plus lointaines encore, on la trouverait exprimée par les anarchistes, par certains mencheviks russes et par des sociaux démocrates comme Kaustsky. Quant au rapprochement entre la structure interne de l'U. R. S. S. stalinienne et les régimes mussolinien et hitlérien, il s'était imposé aussi par la force des choses à beaucoup d'esprits.

Burnham n'a donc rien inventé et il s'est contenté de faire un sort publicitaire à une idée qui ne lui appartenait pas en propre. Il faut reconnaître cependant qu'il lui a imprimé la marque de son ÉVOLUTION personnelle en la présentant comme une réfutation générale des perspectives historiques du marxisme classique. « Supermarx » a cru devoir écrire avec ironie un commentateur de la revue « Esprit » qui témoigne cependant de son ignorance des sources lorsqu'il voit dans ce livre un simple artifice de propagande américaine au goût du jour. Burnham a voulu présenter le régime des « directeurs » (« managers ») comme celui qui de toute vraisemblance devrait s'imposer partout demain, tandis que le socialisme démocratique et international serait relégué au rang des utopies. Son procédé est pourtant assez grossier qui consiste à renverser simplement le schéma habituel de la prévision marxiste en soutenant qu'au régime du capitalisme privé succédera à peu près infailliblement celui des « managers » et non pas le socialisme. En ce sens on peut parler de défaitisme socialiste ou de « pessimisme » d'ailleurs allégrement supporté puisque l'auteur est passé dans un autre camp. Malgré le tour probabilitaire qu'il prétend lui donner, c'est une nouvelle espèce de fatalisme qui se substitue simplement à l'ancienne version du fatalisme « optimiste » concernant l'avènement « nécessaire » du socialisme démocratique. Une plus saine philosophie de l'histoire pourrait faire répudier l'un et l'autre. Si le totalitarisme stalinien nous montre éloquemment que le socialisme n'est pas nécessairement le successeur du capitalisme privé, il ne s'ensuit pas que l'autre perspective soit exclue. Et l'on montrerait qu'il y avait suffi-

samment, dans les particularités de la situation de l'U. R. S. S. après le reflux de la vague révolutionnaire d'après l'autre guerre, de quoi expliquer une évolution aberrante sans que l'on soit obligé d'appeler le reste du monde à lui emboîter le pas : c'est l'arriération technique et morale de l'ancien empire des tsars et son isolement qui rendent compte de l'impossibilité d'y « construire le socialisme », même en dehors du retour des ci-devant propriétaires privés. La tâche spécifiquement capitaliste de mener à bien une sorte d'« accumulation primitive » conduite par les méthodes de la planification étatique, devait entraîner l'évincement du prolétariat révolutionnaire et l'avènement d'une classe dirigeante nouvelle de quelque nom qu'on veuille l'appeler. Pourquoi cette évolution aberrante serait-elle nécessairement aussi celle des « pays avancés » dans lesquelles les tâches historiques propres au capitalisme ont été remplies de longue date et pour lesquelles le schéma de la prévision marxiste était seul valable ? La perspective pessimiste d'un passage obligatoire par le régime des directeurs se justifierait seulement dans le cas (malheureusement exclu) où la misère des guerres et des révolutions ramènerait l'Europe occidentale à un état aussi arriéré que celui de la Russie des tsars en 1917.

Le noyau raisonnable de la thèse de Burnham demeure cette affirmation que le socialisme démocratique n'est pas la seule alternative au capitalisme privé, mais sans plus. Pour le reste il suffit que ceux qui ont à cœur de réaliser l'ancien idéal socialiste (Burnham n'est plus de ceux-là) sachent qu'ils ont désormais à lutter sur deux fronts et la plupart d'entre eux le savaient déjà.

Une autre objection a été faite à Burnham à propos de sa conception du rôle des « managers », « organisateurs » ou « directeurs » selon les diverses manières de traduire le terme en français, entre lesquelles le traducteur et l'éditeur ont hésité. Le « manager » est au sens précis celui qui est chargé de diriger le « planing » dans une entreprise privée et dont les attributions peuvent être transposées à l'échelle d'une planification d'état. Il est entendu que le « manager » ne se confond pas avec le simple « technicien » spécialiste dans une branche définie où il a affaire à l'organisation des choses plutôt qu'à la direction des hommes (bien qu'on ait paru souvent commettre la confusion). Il ne se confond pas non plus avec le simple bureaucrate des services de l'état, lorsque la direction de l'économie échappe à l'état, comme c'est le cas du capitalisme privé. Le terme de manager pourrait donc paraître plus adéquat que ceux de « technocrate » ou de « bureaucrate » qui ont été le plus fréquemment usités par les devanciers de la thèse de Burnham : le « manager » est le dirigeant central de l'économie, celui qui réunit sur sa tête la tâche de diriger les hommes et d'organiser les choses. Mais, dans cette condition, Burnham, appuyant sur le rôle de ce personnage, conformément aux vues déjà soutenues par Bearle et Meaux, n'a-t-il pas été hypnotisé par certains traits de l'évolution intérieure de l'industrie américaine qui seraient très illégitimement transposés en U. R. S. S. ? Le manager soviétique et le livre de Kravchenko le démontre (on a été jusqu'à rechercher cet appui pour le faire valoir à l'avantage du stalinisme !), soumis à une pression policière constante, n'est certainement pas « indépendant ». Il a échangé sa servitude à l'égard du capital privé contre celle que lui imposent les dirigeants politiques de l'état. Le véritable rôle dirigeant, en U. R. S. S. comme dans les pays totalitaires en général, n'appartient-il pas aux « politiciens » ?

Cette objection a été faite aussi bien par Claude Chevalley dans « Critiques » (n° 7) que par Gilles Martinet dans la « Revue Internationale » (n° 17). Elle pourrait se retourner contre le marxisme lui-même auquel Burnham se montrerait dans ce cas paradoxalement fidèle si on lui donne la forme suivante : il n'est pas évident que les responsables de la direction

de l'économie soient les maîtres tout court (c'est pourtant la thèse de Marx : la classe économiquement dirigeante est aussi politiquement dirigeante).

La difficulté se résoud sur la base d'un simple malentendu, dont l'étroitesse des vues économiques de Burnham (résidu d'un marxisme grossièrement interprété) est en partie responsable. Comme je me suis efforcé de le montrer dans un article à paraître dans « La Revue Internationale » (« Une nouvelle classe dirigeante est-elle possible ? »), dans un régime de planification économique par l'état, la superstructure politique et l'infrastructure économique de la société tendent à se confondre. La question devient vaine de se demander quels sont ceux qui dirigent vraiment : les chefs de l'économie ou de la politique, puisqu'en dernière analyse et malgré les diversités fonctionnelles, ce sont les mêmes. La hiérarchie de la nouvelle classe dirigeante n'exclut pas son existence en tant que classe de privilégiés et de responsables. Le fait qu'un « bureaucrate » peut être frappé par les siens n'est pas davantage probant contre l'existence de sa classe que la mise en faillite d'un patron privé par un tribunal bourgeois. Cette « responsabilité » de chefs se surveillant et se persécutant mutuellement pour des raisons de concurrence dans l'avancement, n'a rien de commun avec le contrôle démocratique de la société. C'est ce contrôle démocratique de la société qui, dans un régime de planification, permettrait seul de parler de socialisme.

L'utilité finale du livre de Burnham, c'est qu'il enseigne à distinguer (à ceux qui ne l'auraient déjà fait pour leur propre compte) entre socialisme et planification : le socialisme c'est la planification de l'économie fonctionnant dans des conditions de contrôle démocratique. En l'absence de ce contrôle démocratique, une nouvelle classe dirigeante de privilégiés exploités se reconstitue inmanquablement, quel que soit le procédé technique de direction de l'économie. Toutes les fois qu'on nous parlera d'économie dirigée ou planifiée, nous demanderons : « par qui ? » et « dans quels buts ? »

Déterminisme ou conditionnement ?

DANS le n° 45 de la Nef, en octobre, M. Robert Aron, dans un article intitulé Du Marxisme au Fédéralisme, qui veut nous convaincre de la nécessité d'abandonner Marx pour revenir à Proudhon, complété par A. Dandieu, critique la conception marxiste de l'histoire. C'est son droit et nous sommes ici de ceux qui pensent que Marx n'a pas tout dit ni tout prévu et qu'il peut lui être arrivé de se tromper en homme qu'il était, si grand qu'il fût. Mais encore faut-il, pour critiquer, ne pas prêter à l'auteur en procès la pensée que l'on veut attaquer.

M. Robert Aron nous dit : « A l'origine de sa conception, il y a deux postulats. D'abord celui du déterminisme matérialiste, d'après lequel ce sont des facteurs économiques des rapports de production qui déterminent tous les autres rapports de production, qui déterminent tous les autres rapports existants entre les hommes ». M. R. Aron cite alors Marx lui-même : « L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées ». Le texte est extrait de la préface de Contribution à la critique de l'Economie politique, dans la traduction de Laura Lafargue. Il est dommage que M. Robert Aron n'ait pas continué la citation ; la phrase qui vient alors est la suivante : « Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel en général ». C'est nous qui soulignons le mot « conditionne » si bien en contradiction avec les mots « qui déterminent » employés par M. R. Aron un peu plus haut. Certes, Marx lui-même a d'autres fois employé le verbe déterminer. Pour pouvoir interpréter en un sens ou en autre, il faut donner ses raisons ; M. Robert Aron ne le fait pas ; il cite pourtant, dans le même article, un passage des Thèses sur Feuerbach, texte décisif qui ne laisse pas de doute sur la pensée marxiste et qui aurait pu l'éclairer. Rien n'est plus caractéristique, peut-être de notre époque, que le peu de sérieux de la plupart de ceux qui se mêlent d'écrire. L'esprit critique, l'objectivité semblent s'être totalement évanouis. Epoque décadente. Aux socialistes de réagir, non pas en copiant les autres, non pas en utilisant les mêmes méthodes puérides ; au contraire, avec leur raison d'hommes, à qui l'avenir appartient, s'ils le veulent.

LES HOMMES ET LEURS ŒUVRES

Blanqui - La guerre de 1870-71 et la Commune de Maurice DOMMANGET

SANS Dommanget, Blanqui ne serait qu'un glorieux apôtre dans le Panthéon prolétarien. Toute sa vie « le Vieux » a traîné comme un boulet sa réputation de chambardeur et le temps n'a pas dissipé les déformations de sa pensée et de son action par ses critiques ou ses laudateurs.

Dommanget a-t-il réussi à réhabiliter l'homme politique ? Pas entièrement. Force nous est de constater que les vains essais de Blanqui de s'emparer du pouvoir laissé vacant par la chute de l'Empire, constituent des exemples d'énergie révolutionnaire mal dirigée.

Les putschs blanquistes du 14 août et du 31 octobre 1870 tournèrent à la mascarade très XIX^e siècle, tant par la confusion des conjurés que par l'indifférence totale du peuple de Paris. Il n'est pas question de jeter la pierre aux disciples de Blanqui parce qu'ils ont échoué, mais de là à louer leur sens politique, il y a un fossé que nulle explication ne saurait combler. Dommanget met en avant deux facteurs pour expliquer ces échecs :

1^o La duplicité des membres du gouvernement qui profitèrent de la menace allemande pour discréditer toute opposition. En cela, nous sommes d'accord. La dictature militaire est un excellent moyen de briser la pensée libre. N'oublions pourtant pas que, d'une part, Blanqui lui-même imposa le silence à ses troupes et rallia momentanément le pouvoir et que, d'autre part, ses partisans ne surent pas noyauter l'armée de Trochu ;

2^o Les rivalités de personnes qui empêchèrent les révolutionnaires de soutenir Blanqui et causèrent sa perte. En effet, les élections parisiennes du 8 février 1871 furent — par suite de ces dissensions — un échec pour le Vieux et consacrèrent son éclipse politique.

Il reste à nous expliquer le sens de cette méfiance envers l'homme. Est-ce un reliquat des haines germées dans les prisons (voir Blanqui à Belle-Ile) ou l'opposition à une politique purement activiste ? L'historien n'a pas résolu ces questions qui restent capitales à nos yeux. Pourquoi Blanqui fait-il figure d'isolé dans le camp ouvrier, pourquoi les sectes révolutionnaires allèrent-elles à la bataille en ordre dispersé ?

Dommanget a par contre, parfaitement réussi à prouver que Blanqui fut un grand polémiste et eut l'étoffe d'un grand homme d'état. Il n'est que de lire ses articles dans « La Patrie en danger » pour s'en convaincre. Ajoutons ses vues hardies et réalisables sur la tactique militaire et regrettons les injustices de l'histoire envers une telle personnalité.

Chose curieuse, il semble que Blanqui ait mieux compris la bourgeoisie dont il était issu et qui le renia, que la classe ouvrière dont il fut le martyr. Nul n'a mieux fustigé le défaitisme bourgeois et saisi sur le vif la peur panique de cette classe devant la Révolution sociale. S'il s'est laissé emporter par un chauvinisme outrancier, il a mis à nu le matérialisme sordide des possédants. Leçon constamment oubliée que l'histoire retrouve sur son chemin ! On mesure l'amertume de Blanqui, quand on sait qu'il fut arrêté le 17 mars et que, le lendemain même, la Commune était proclamée. Une dernière occasion manquée de s'emparer du pouvoir.

Ses partisans jouèrent — en tant qu'individus — un rôle important dans la Commune et s'ils ne surent pas imposer leurs vues, ils surent, du moins, mourir pour elle. (Ed. Donat).

GENGIS-KHAN de Vassili YAN (Éditions du Pavois).

Le livre de Vassili Yan, qui obtint le prix Staline, peut se ranger dans la catégorie des romans historiques avec cette particularité, toutefois, que l'histoire n'est pas le mauvais prétexte à introduire des personnages, mais que ce sont les personnages qui introduisent l'histoire. Il en résulte un certain manque d'unité dans l'action que compense l'intérêt du drame historique (la chute d'une civilisation).

Vers 1200, l'Empire musulman du Khorezm — situé dans l'Indus et la Mer Caspienne — donnait des signes de décadence. La prospérité, fondée sur le travail acharné de générations d'artisans et de paysans était ébranlée par les exactions du Padishah, les guerres et les intrigues du palais. C'est alors que les hordes tartares fanatisées par Gengis-Khan, troublèrent la fête... Les peuples habitués à la servitude ne trouvèrent pas encore le ressort de résister à la vague barbare, et les cités furent rasées et les campagnes transformées en steppes. Deux hommes sauvèrent ce qui pouvait être sauvé : un prince dont le courage rallia quelques fidèles et un derviche qui légua à la postérité la haine du nouveau tyran.

Après avoir étendu son domaine du Pacifique à l'Ukraine, Gengis-Khan, qui rêvait d'atteindre à l'ouest le « Grand Océan », s'éteignait sans avoir organisé ses conquêtes. Cent cinquante ans après sa mort, l'Empire des Mongols, bâti sur les rapines, s'écroula sous les coups de la Chine révoltée.

Notre intérêt se partage sans cesse entre l'horreur que nous inspire la férocité des cavaliers de la steppe et le mépris mêlé de pitié pour la passivité de leurs victimes. L'auteur, sans grandiloquence, élevé le récit jusqu'à l'épopée. Le couronnement de son œuvre atteste l'importance grandissante que le régime stalinien accorde à la Russie d'Asie.

A. TANEN.

Art Musical et Politique en Russie Soviétique

par Jim CORK

LA récente offensive menée contre la 9^e Symphonie de Chostakovitch a remis en lumière, avec beaucoup d'intensité, la dépendance qui existe entre l'art et la politique en U. R. S. S. L'histoire nous apprend que cette dépendance fut, dès les tout premiers jours de la Révolution d'octobre, imposée aux arts (la musique non exceptée), qui devinrent en un mot les « valets de l'Etat soviétique ». Le coup porté à Chostakovitch coïncide avec l'une de ces épurations idéologiques (et souvent physiques) qui ont périodiquement marqué les activités créatrices, gênées et souvent assujetties à des crises, qui forment la vie dont « jouissent » les artistes sous la tutelle soviétique. L'épuration actuelle a obligé romanciers, peintres, poètes, directeurs de production cinématographique, journalistes, ainsi que musiciens à subir la férule des arbitres officiels de l'esthétique russe.

Que Jdanov, un général, dicte les principes, ne fait, en l'occurrence, qu'en amplifier l'effet tragi-comique. La réputation universelle de Chostakovitch a provoqué dans la presse mondiale des réactions plus vives et plus émues. Que des critiques et des exigences politiques puissent aujourd'hui frapper la musique, le plus impalpable, le plus immatériel et le plus subtil des arts, montre bien quelles racines profondes et quelle rigidité implacable ont gardé, malgré le temps, les vues étroitement didactiques que peut avoir sur l'art la bureaucratie soviétique.

L'U. R. S. S. a toujours suspecté les produits les meilleurs et plus représentatifs de la culture occidentale. Subordonnée aux fluctuations des relations politiques et économiques entre l'Est et l'Ouest, cette attitude méfiante ne fut jamais plus pesamment adoptée qu'aux jours ultra-gauchistes de la « Prolet-Cult » (culture prolétarienne).

« La base de notre programme est le léninisme marxiste, ou, ce qui revient au même, le matérialisme dialectique. La bourgeoisie a toujours peint les choses en rose, le prolétariat les voit en réalité de son propre point de vue. Schœnberg fait montre d'un sombre pessimisme, d'une métaphysique sans issue, et se sert d'un encens qui fait naître le mysticisme. Sa musique est donc appauvrissement et non enrichissement. Elle est, par conséquent, réactionnaire... Le but de l'association est de réaliser la politique du C. P. S. U. dans le domaine de la musique. »

Les tenants de la « Culture prolétarienne » eurent leur heure, puis furent balayés à leur tour quand la ligne politique, toujours déterminée par les relations du moment entre l'Union soviétique et les gouvernements bourgeois occidentaux, dévia vers la droite, par exemple au moment du « Front Populaire », vers 1936.

Mais, à cette époque, l'attitude légèrement plus tolérante de l'U. R. S. S. en face de la culture occidentale, se maintint malgré tout, en deçà des limites générales de sa conception fondamentale de l'art. Cette conception a, en gros, reconnu les canons d'un socio-réalisme dont les « représentations » respectaient les valeurs traditionnelles. L'Académie soviétique semblait être une maison avec une salle unique.

L'épuration coïncide encore avec la tension dans les relations politiques entre la Russie et les gouvernements bourgeois occidentaux. Aujourd'hui que la coopération imposée par la guerre est finie et que les tiraillements de la politique de puissance se sont si bruyamment réaffirmés, la « supériorité » russe dans tous les domaines, doit de nouveau être affirmée. Cela est d'autant plus nécessaire que, pour la première fois depuis la Révolution d'octobre, des centaines de milliers d'individus appartenant à la génération post-révolutionnaire ont pris contact avec la culture occidentale, ont goûté son confort, ont eu un aperçu de ses différentes facettes. Et, depuis, il a fallu de plus en plus se rendre à l'évidence : les masses soviétiques trouvaient le monde occidental très différent de l'image toute faite que leur avait présentée la propagande officielle et elles réagissaient avec la violence (psychologiquement caractéristique) de peuples affamés, au physique et au moral, qui se trouvent soudainement plongés dans des richesses insoupçonnées.

La profondeur, le réalisme, la sincérité de l'art soviétique, doivent donc être de nouveau montés en épingle devant les masses soviétiques et comparés, tout à leur avantage, aux soi-disant banalités triviales et creuses des œuvres d'art de l'ouest ennemi.

Les chercheurs, ceux qui bousculent les traditions, qui s'écartent des limites habituelles, ont vu se froncer le sourcil des oracles soviétiques. Ce sont particulièrement les plus originaux, les plus audacieux des compositeurs modernes, justement ceux qui sont les plus

sensibles à ces exigences qui obligent à trouver pour la musique (comme pour les autres arts) de nouveaux moyens d'expression, faute de quoi elle s'atrophierait, figée en une éternelle répétition, ce sont ceux-là même, isolés comme les avocats du diable, qui doivent être exorcisés. C'est pourquoi les « Prolet-Cultistes » cités plus haut, avaient choisi Schönberg comme victime, tandis que la récente attaque contre Chostakovitch est l'occasion d'accabler Stravinsky :

D'après l'un de ces Prolet-Cultiste, Nestiev : « La 9^e Symphonie donne à craindre que Chostakovitch n'ait pas détruit en lui le sceptique ironique... Elle fait preuve d'un manque de conviction idéologique. Elle n'est qu'un léger incident épisodique et par trop facile parmi l'œuvre abondante de Chostakovitch, un oubli momentané des grands problèmes pour une amulette fantaisiste... Est-ce le moment — demande Nestiev — pour un artiste célèbre, de s'évader, de se désintéresser des problèmes modernes ?... Elle se complait en une cynique, maléfique et grotesque illustration du ridicule et de la plaisanterie stérile... Ce qui peut s'expliquer par l'influence de Igor Stravinsky, un artiste sans patrie, qui n'a pas foi en la vertu conductrice des idéaux élevés et qui ignore la profondeur des grands principes moraux... »

Ce sont les soi-disant radicaux-sociaux (extrémistes) qui deviennent les actuels réactionnaires de la musique. Les réputations de Schönberg et Stravinsky sont si fermement établies, leur contribution respective au patrimoine de la musique moderne est si renommée, respectée (et imitée) par un nombre toujours plus grand de jeunes novateurs qui se classent parmi les plus clairvoyants, qu'ils sont absolument inaccessibles aux critiques destructives des vieilles barbes qui cherchent à canaliser le goût des marionnettes soviétiques à l'esprit superficiel.

Schönberg, qui est peut-être le plus rigoureux et le plus original des compositeurs modernes, a légué à la musique une nouvelle conception de sa structure. Ses courtes pièces pour piano qui marquent une époque, son Gurrelieder, son Pierrot lunaire, ses concerts pour piano, sa musique de chambre, etc... serviront, pendant de nombreuses années, de thèmes d'études aux jeunes musiciens qui en tireront grand profit. Stravinsky, quant à lui, orchestrateur incomparable, harmoniste et coloriste de génie, créateur de Pétouchka, du Sacre, d'Édipe-roi, de l'Histoire du Soldat, n'a pas besoin de craindre la comparaison (ceci dit en toute ironie) avec le meilleur de la production musicale soviétique.

Ce meilleur est représenté, selon toute vraisemblance, par Chostakovitch et Prokofiev. Sans mésestimer le talent de ces deux compositeurs, il serait parfaitement risible, à mon avis, de les mettre sur le même plan que les « deux géants » précités et qui ont laissé sur toute la musique moderne leur marque indélébile. A cause de son incontestable sens des nouvelles combinaisons rythmiques, Prokofiev, dans sa première manière, a été trop enclin à s'abandonner à de pâles imitations du néo-classicisme, alors que dans sa plus récente manière, il est revenu le plus souvent à un réalisme intentionnel qui, malgré les puissances des rythmes et les piquantes harmonies qu'il provoque, est resté très académique. Quant à Chostakovitch, l'un des plus surfaits à mon avis des compositeurs contemporains, il a rarement dépassé un éclectisme où un post-romantisme du XIX^e siècle se marie à l'héritage de la Russie et de l'Europe centrale. Bien souvent on y découvre plus ou moins atténués, des échos de Wagner, un Mahler plus « saturant », un Tchaïkovsky un peu plus âcre ! Son œuvre la plus fraîche et la plus originale reste encore sa première Symphonie. Son drame personnel (et celui de Prokofiev en une moins large mesure) est que, si capable soit-il de mener son œuvre à bien, l'État est là, éternel cerbère, qui l'empêche de se réaliser pleinement.

Les musiciens russes, s'ils veulent pouvoir continuer à composer, doivent constamment faire suivre à leur musique les prescriptions des « comités esthétiques » de la bureaucratie politique. Non seulement leur production doit respecter les limites permises, mais ils ne doivent jamais prendre publiquement position contre les théories esthétiques officielles. C'est ainsi, par exemple, que Chostakovitch dit, parlant de Scriabine (l'une des « têtes de turc » préférées des critiques soviétiques) : *La musique de Scriabine tend vers un érotisme malsain, ainsi que vers le mysticisme et la passivité. Elle s'évade des réalités de la vie... La musique est une arme essentielle dans le combat...* Ou Prokofiev, pontifiant contre les dissonances (pas moins) est, lui aussi, capable de ces pensées profondes : « *Nous voulons une musique plus simple et plus mélodique, un état d'âme plus simple aussi, moins émotionnel... le contrepoint a ses limites...* » Il est tragique de voir de tels naïfs enfantillages imposés à de telles personnalités ! De même que les Russes ont leurs Quislings à l'étranger pour faire leur sale besogne politique, de même leurs vues réactionnaires dans le domaine esthétique donne un terrain d'entente, à l'intérieur des frontières, aux académistes bélants, à tous les médiocres incapables d'oser en art moderne. En Amérique, nous avons, par exemple, Olin Downes, le critique le plus important du journal bourgeois le plus important, *Le New-York Times*. Dans un article d'un numéro récent de ce périodique, et sous le titre de *Les politiciens contre l'art*, article qui traite des attaques soviétiques contre la 9^e de Chostakovitch, qui a la man-

chette et où l'auteur tente de dire quelque chose de précis, celui-ci ne fait que répéter les opinions esthétiques, banales et traditionnelles des « critiques » russes, en plus des truismes qu'il avance et qui le caractérisent :

1^o « Même si les méthodes de la Russie peuvent paraître dirigées avec naïveté et imprudence, l'Union soviétique a communiqué à ses compositeurs l'idéal de leurs devoirs d'artistes envers leurs concitoyens et camarades. » (Et quelle lumière nous apporte donc sur la bonne ou mauvaise qualité de sa musique, le fait qu'un compositeur soviétique agisse comme un citoyen conscient (J. C.) ;

2^o « On demande aux musiciens russes pendant la guerre, et on leur en donnera la possibilité, de se servir des armes de l'esprit contre l'ennemi et ce, avec des moyens et sur une échelle dont nul autre gouvernement ne dispose. » (Encore une fois, cela entraîne-t-il que la musique produite soit excellente ? Les chansons de marche, les hymnes patriotiques et antinazis, les *Symphonies de Leningrad* sont-elles de la bonne musique par la seule vertu de leurs motifs patriotiques ? Une telle opinion ferait ranger Irwing Berlin parmi les gloires immortelles de ce monde. Mais que penser d'un patriote américain dans le cas où le prochain ennemi de la Russie en guerre serait les Etats-Unis ? (J.C.) ;

3^o « Et l'on peut se demander si une symphonie de Leningrad n'est pas, après tout, un document beaucoup plus décisif que les stérilités actuelles d'un compositeur décadent comme... disons Stravinsky ? Il est plus dur pour un compositeur, même à la demande de son gouvernement, d'écrire une pièce susceptible d'inspirer son pays dans la lutte ou même de faire de la propagande en faveur de cette lutte, musicalement pour le monde extérieur, que, pour les intoxiqués des civilisations qui finissent en fumée, d'écrire des symphonies destinées aux autres intoxiqués, plus dur que cela ne l'est pour les compositeurs d'écrire pour les snobs et leurs cliques... » (Et l'on doit ajouter ceci : peut-on être plus philistin ? mieux confondre les genres, l'aversion pour l'innovation hardie et la volonté d'éviter la discussion sur le plan qui est le sien, c'est-à-dire le plan musical ? (J.C.)

Cette attaque contre Chostakovitch, nous nous en souvenons, n'est pas la première. Une autre fut lancée contre lui, en 1934, à l'occasion de la représentation de son opéra « *Lady Macbeth de Nisenski* ».

La *Pravda* déclara alors : « *Le thème et la façon de le traiter sont vulgaires. L'opéra est une monstruosité, une perversion soviétique du goût...* », tandis que le magazine russe artistique *Rabotchy y Teatr* fulminait : « *Chostakovitch est le représentant par excellence de ces deux tendances extrêmement dangereuses pour l'art soviétique : le naturalisme pathologique, l'érotisme et la perversion formelle* ».

Que l'on puisse traiter aussi sévèrement et cavalièrement le plus grand des compositeurs soviétiques contemporains (Prokofiev n'était pas alors le représentant officiel de la musique russe) cela nous laisse à penser que le menu fretin des compositeurs doit trembler dans ses bottes... musicales et que le conformisme doit sévir avec une rare violence dans leurs rangs.

Après cette attaque récente contre Chostakovitch, l'Union des Compositeurs soviétiques, comme toutes les autres organisations artistiques, s'est réunie pour discuter les accusations de Jdanov contre « *ces insupportables exemples de pauvreté idéologique et l'attitude a-politique de notre littérature et de notre art* ». Étaient présents tous les compositeurs moscovites ainsi que « *ceux de toutes les capitales de l'Union et la plupart de ceux qui habitent les grandes villes comme Leningrad, Odessa, Sverdlovsk, etc...* ».

La discussion dura six jours. La conférence s'empressa de « suivre la ligne », reprit à son compte les accusations de Jdanov et fit les habituelles promesses d'obéissance qui caractérisent de telles réunions. Pas un seul compositeur ne souleva, même d'une façon détournée, la question d'une sorte de liberté limitée pour l'artiste créateur. Chostakovitch, bien entendu, était *retenu par son travail*, on devait s'y attendre.

Incidentement, le jazz eut sa ration d'insultes. Nombre de compositeurs insistèrent sur le fait que « le jazz était incompatible avec la nature même de la musique populaire soviétique ».

Quel que soit le désir d'expérience qui puisse exister chez les nombreux compositeurs soviétiques de talent, quelle que soit leur volonté d'étudier, de comprendre et d'utiliser les innovations de l'occident, ils doivent forcément rester étouffés et, par manque de liberté, s'atrophier peu à peu. Lorsque des compositeurs sont continuellement soumis au jugement d'une organisation officielle de censeurs esthétiques, lorsqu'ils sont alternativement mis au rebut, puis « redécouverts » (selon le caractère momentané de la « LIGNE » esthétique, lorsque leurs possibilités de vie matérielle dépendent complètement d'un état monolithique tout-puissant, bref, lorsque l'atmosphère de liberté indispensable à la création fait absolument défaut, alors, il est évident que les plus grandes virtualités de la musique soviétique restent irréalisables.

Trop de socialistes ont des goûts artistiques rétrogrades. On nous a trop habitués à uger sans critique un artiste par rapport à sa classe d'origine, ses opinions sociales et politiques. Nous avons surestimé l'autodidacte, le réaliste, l'utilitariste social. Nous avons, malgré les rapports psychologiques de l'artiste, la part humaine sublimée dans ses créations, le rôle fécond que joue l'art dans la transformation des relations de l'homme avec l'univers. Nous avons négligé la continuité historique de l'art et le fait que l'art se forme malgré les infrastructures économiques et sociales nettement délimitées et opposées des différentes époques.

En bref, nous avons sous-estimé la complexité de la création artistique.

Cette façon de juger des choses de l'art, selon l'étroit point de vue socio-réaliste, a été développé systématiquement, aveuglément et grossièrement par les pontifes de l'Union soviétique. Nous allons la soumettre à un nouvel examen critique. Sur ce point comme sur d'autres, Marx fut certainement plus large d'esprit et fut plus souple que ses épigones. Lui, du moins, avait le sentiment que les aspects universels de l'art transcendent graduellement l'époque sociale qui leur a donné naissance. Souvenez-vous, par exemple, de ce qu'il dit de l'art grec : « ...le difficile n'est pas de saisir l'idée que l'art grec et le langage sont liés à certaines formes du développement social. C'est plutôt de comprendre qu'ils constituent encore pour nous une source de jugement esthétique et, en un sens, demeurent comme l'exemple et le modèle hors d'atteinte ».

Ou bien réfléchissez au texte suivant et à son application contre ceux qui considèrent la littérature (l'écrivain), simplement et exclusivement comme un serviteur des fins utilitaires économique-sociales : « L'écrivain ne considère nullement son travail comme un moyen. C'est une fin en elle-même et si peu un moyen à ses yeux et à ceux des autres, qu'il sacrifie sa propre existence à l'existence de cela lorsque cela est nécessaire ». (Débat sur *La Liberté de la Presse*, 1843.)

Il est vrai que ces lignes furent écrites par Marx avant qu'il ait complètement développé sa philosophie. Mais, prises en conjonction avec ses remarques sur l'art grec (1859) et avec d'autres pensées dispersées dans ses très importants ouvrages, elles montrent qu'il était conscient de la complexité de la création artistique et qu'il ne résolut pas à fond la relation exacte qui existe entre la nature des réalisations concrètes de l'art et les bases économiques et sociales de la société qui leur donna le jour. Certainement, il ne fut pas très satisfait de l'interprétation moniste et trop étroite qu'il en fit lui-même dans sa fameuse introduction de la « Critique de l'Economie Politique ».

Notre idéal, dans son essence, est la création d'une société libre et démocratique qui assurera, autant que cela sera humainement possible, le développement le plus complet des possibilités de chaque individu. Nous avons appris, sous les durs coups de l'expérience historique, à examiner à nouveau et à rejeter les opinions précédemment admises. Avant tout, nous avons appris à rejeter les défauts du contrôle totalitaire, exercé par un état géant et tout puissant. Nous les avons rejetés comme la négation de tous les espoirs démocratiques et socialistes que nous avions chéris. Nous avons compris la nécessité de repenser notre idéal socialiste en des termes qui préservent soigneusement, jalousement, les droits de l'individu. Notre idéal de liberté est le centre de nos conceptions nouvelles. Sans aucun doute, nous devons garantir l'extension de cette liberté à ce domaine de l'activité humaine qui caractérise le génie le plus précieux de l'homme, c'est-à-dire, l'art. Sur le drapeau d'un socialisme indépendant, démocratique et libertaire, nous devons inscrire cette devise : « LIBERTÉ ABSOLUE POUR L'ARTISTE CRÉATEUR ». La violation complète de cette liberté par l'Union Soviétique constitue son crime le plus grave contre l'esprit humain dans le monde contemporain.

Jim CORK.

Marcel et André BOLL : L'ELITE DE DEMAIN (Calmann-Lévy).

Enfin des auteurs qui ont compris qu'il faut révolutionner le système d'enseignement français. De nouveaux arguments contre le latin et d'intéressantes suggestions sur l'utilisation de nos découvertes modernes comme le cinéma et le phonographe.

Marc BEIGBEDER : L'HOMME SARTRE (Bordas).

Encore un bouquin sur l'auteur du jour. Pas trop ennuyeux pour une fois. Tentative d'explication de l'engouement du public pour les romans existentialistes. Pas de bla, bla, bla débordant, mais seulement un peu trop dans le genre « vulgarisateur ». Et, ce qui ne gâche rien, d'intéressantes photographies ont été jointes au livre.

LES VOLONTAIRES DU PEUPLE de Pierre Bochot (1).

UN combattant des Brigades Internationales apporte son témoignage sur la guerre civile en Espagne et met en relief la pauvreté des moyens militaires des Républicains. Ce livre, sorti de « journal du poilu au front », est une belle exaltation de la fraternité et de la solidarité ouvrière. Mais rien n'y transpire des luttes politiques du moment.

(1) Éditions du Soleil Levant.

LETTRE DE NEW-YORK

par Louis CLAIR

Le *New-York Times* imprimait récemment en manchette : « On craint que les ouvriers ne se tournent vers le marxisme ». Or, l'article qui suivait ne traitait pas de la crainte exprimée par un chef d'industrie, mais d'une conférence de Louis P. Marcante, président de la Fédération Ouvrière de l'Etat de New-Jersey, mettant en garde ses auditeurs contre les dangers qui menacent l'économie de la libre entreprise. Il déclara qu'il est essentiel que le mouvement ouvrier collabore étroitement avec le patronat « de façon que les ouvriers se voient accorder une part juste des profits de l'industrie et que le patronat soit assuré d'un juste profit sur leurs investissements ». Il ajouta : « Quand le système du profit, un jour aura à livrer une lutte à mort avec le marxisme, il aura besoin de l'aide du mouvement ouvrier ». Donc, conclut ce chef syndical, le patronat aura tout intérêt à s'opposer aux menées réactionnaires tendant à restreindre la liberté syndicale puisque les syndicats seront les meilleurs soutiens du système capitaliste...

L'état d'esprit qui s'exprime ici est tellement éloigné des préoccupations et de l'idéologie du mouvement ouvrier européen, que nous avons choisi cet article pour bien mesurer l'immense abîme qui sépare encore le syndicalisme américain du syndicalisme européen. Je ne dirais pas que ce discours révèle une attitude générale, mais il n'est pas une exception et est certainement typique. Il y a quelques mois, le président de l'A. F. of L. (American Federation of Labor), William Green, employa le même argument pour s'opposer aux projets de lois tendant à restreindre la liberté syndicale : « Si vous essayez, par de telles mesures, d'embrigader le mouvement syndical, vous aurez un jour le socialisme ». Horrible danger !

Quand, un jour, on demanda au fondateur du mouvement syndical américain moderne, William Gompers : « Mais que demande le mouvement syndical ? », il répondit simplement : « Davantage ». Et cette philosophie continue toujours à dominer aujourd'hui malgré le *New Deal*, malgré la création du C. I. O. (Congress of Industrial Organization), malgré les efforts timides pour élever le niveau politique du mouvement, qui ont été faits récemment.

Le mouvement syndical, dans sa grande majorité, continue à être une force essentiellement conservatrice. Il est étroitement basé sur la défense des intérêts immédiats des ouvriers membres, contre les patrons, et contre les non-membres, mais il s'est refusé jusqu'à maintenant à toute action qui pourrait mettre en danger le statu quo de la société tout entière. Depuis la période rooseveltienne, les syndicats sont devenus de plus en plus de larges monopoles qui vendent la force de travail au prix le plus élevé possible en s'opposant aux monopoles capitalistes qui dominent l'industrie dans les secteurs essentiels.

LA bureaucratie du *New Deal* s'est efforcée, avec plus ou moins de succès, de s'élever au-dessus de ces deux grandes forces monopolisatrices et de fonder son pouvoir sur sa force d'arbitrage et sur sa possibilité de manœuvrer entre les deux. Mais, depuis la venue de Truman et la victoire républicaine de l'année dernière, le gouvernement est de nouveau dans la main de ceux qui croient encore fermement aux doctrines de la libre entreprise et s'appuient surtout sur les milieux nettement réactionnaires.

Le mouvement ouvrier essaie de faire révoquer les lois anti-ouvrières passées récemment en réponse à la grande vague de grève qui a déferlé sur le pays l'année dernière, mais sa réaction n'a nullement pris une forme violente. Au contraire, surtout du côté de l'A. F. of L., généralement plus conservatrice, on a plutôt tendance à essayer certaines accommodations avec le gouvernement sur la base d'une croyance commune dans la possibilité d'une économie libre, tandis que du côté du C. I. O., plus près en certains aspects des économistes du *New-Deal* et de l'école de Keynes, bien qu'on se montre et plus appréhensif et plus militant, on n'est néanmoins nullement amené à sérieusement considérer à cette date une attitude politique indépendante. Le mouvement ouvrier tout entier reste encore attaché à la formule « récompensez vos amis et punissez vos ennemis », ce qui, concrètement, veut dire : votez pour le politicien qui vous a bien servi et essayez de blackbouler celui qui s'est montré anti-ouvrier. Au nom de cette doctrine, le mouvement ouvrier, depuis sa création, a voté à tour de rôle pour le parti républicain et le parti démocrate, suivant les faveurs accordées. C'est cette apathie politique du mouvement ouvrier qui a fait la fortune des divers courants libéraux qui ont toujours fleuri aux Etats-Unis, et qui leur donnent une

importance disproportionnée à leur force numérique. Le libéralisme américain n'est nullement comparable au libéralisme anglais. Il s'oppose, contrairement à ce dernier, au laissez-faire, et s'oriente vers une économie mixte, mi-dirigée mi-libre ; il a été le défenseur le plus vigoureux du dirigisme de la première période rooseveltienne. Le libéralisme américain a toujours été un mouvement essentiellement critique plutôt que constructif. Les libéraux ont été les défenseurs des droits ouvriers et des nègres, ils se sont élevés contre toutes restrictions de droits civils, ils ont défendu les droits du citoyen contre l'emprise étatique, ils ont été les défenseurs de la petite entreprise contre les grands monopoles. En politique extérieure, ils ont en général été opposés à toute politique impérialiste, bien qu'ils aient tendance à s'attaquer davantage aux impérialismes rivaux qu'à la diplomatie du dollar.

Les libéraux n'ont jamais constitué un mouvement de masse, c'étaient toujours des groupements et comités surtout d'intellectuels, en marge des grands partis, et essayant de pousser ces partis dans le sens désiré par une mobilisation appropriée de l'opinion publique. C'est seulement dans le *New-Deal* que les libéraux jouirent d'un semblant de pouvoir politique. Ils remplissaient les bureaux de Washington pendant le premier terme de Roosevelt. Mais le président tendit progressivement à se passer de leurs services pour s'appuyer de plus en plus sur des conseillers plus conservateurs. Depuis la mort du président Roosevelt, les libéraux ont perdu même le semblant d'influence qu'ils avaient à Washington. C'est pourquoi la mort de Roosevelt est déplorée dans ces milieux.

DÈS avant la dernière guerre mondiale, mais surtout pendant la grande alliance avec l'U. R. S. S., les milieux libéraux étaient de plus en plus pénétrés par des éléments stalinien. De sorte que, pendant quelques années, il ne fut souvent guère possible de distinguer le ton des grandes revues libérales de celui des journaux communistes. Le libéralisme traditionnel était de plus en plus en retraite au profit d'un néo-libéralisme qu'on appelait, à juste raison, « Libéralisme totalitaire ». Ce courant se trouva renforcé par le fait que nombre de syndicats C. I. O. avaient récemment été noyautés par des directions stalinisantes qui l'appuyaient de toutes forces. Le fameux « Political Action Committee » (P. A. C.), créé par Sidney Hillman pendant la guerre, pour appuyer Roosevelt et l'aile progressive du parti démocrate aux élections, était pratiquement dominé par ces « libéraux totalitaires ». Le sénateur Pepper et Henry Wallace ont servi de porte-paroles à ces forces. Cette domination des libéraux totalitaires qui ont récemment fondé une nouvelle organisation, « Les Citoyens progressifs de l'Amérique », fusionnant plusieurs comités existant auparavant, a été rompue dernièrement par l'apparition d'une nouvelle organisation libérale, « Americans for Democratic Action », qui se donne pour but d'organiser les libéraux ancien style non inféodés à la politique extérieure de l'U. R. S. S. Mme Roosevelt, Leon Henderson, ancien chef du contrôle des prix, et d'autres anciens hauts fonctionnaires du *New-Deal*, ainsi qu'un nombre important de chefs syndicaux, tels que le président du syndicat de l'automobile Walter Reuther, le trésorier du C. I. O., James Carey, et d'autres personnages du C. I. O. et de l'A. F. of L., ont donné leur adhésion au nouveau mouvement.

Les programmes écrits des deux organisations libérales ne sont pas très différents, mais ils sont séparés fondamentalement sur la question communiste. Le nouveau groupement non communiste insiste sur le rejet de tout état totalitaire, fasciste ou staliniste, et s'oppose à toute infiltration communiste.

Les milieux libéraux sont donc fondamentalement divisés sur la question communiste pour la première fois depuis bien des années, et cette division a ses répercussions dans le mouvement syndical. La nouvelle tendance anti-totalitaire pourrait devenir plus importante si les pas timides vers un tiers parti pouvaient prendre des proportions plus considérables, surtout après le début de la grande crise qui va inévitablement s'abattre sur les Etats-Unis dans un délai pas très long.

Mais, pour l'instant, et les uns et les autres sont encore loin de se séparer de la machine du parti démocratique avec laquelle ils ont beaucoup de liens. Il faudrait plus que de l'anti-communisme et plus d'un vague programme de sécurité sociale et d'économie mixte pour faire du A. D. A. un noyau sérieux pour un tiers parti de masse. Il faudrait surtout une politisation des masses ouvrières encore fortement attachées aux mythes économiques dominants, encore imbues d'une idéologie individualiste, qui ne correspond plus du tout aux réalités présentes.

EN ATTENDANT LA LIBERTÉ, par Muse Dalbray et Tristan Sèvre (*La fenêtre ouverte*).

LES auteurs mari et femme, tous deux acteurs chez Baty, racontent comment, pour ne pas jouer devant l'occupant, ils firent le retour à la terre. A leur suite, on visite les Cévennes, puis la Suisse où ils vont jouer quelques mois. On revient dans le Massif Central, dans la dernière partie : Des Camisards aux Maquisards.

Deux acteurs qui en remonteraient à bien des auteurs.

SPARTACUS

publie une œuvre fondamentale
de

Rosa LUXEMBOURG

RÉFORME

ou

RÉVOLUTION ?

Texte mis au point et présenté
par BRACKE

Introduction et postface
de Simon RUBAK

complété par

LES LUNETTES
ANGLAISES

LE BUT FINAL

un volume de 112 pages :
60 Fr. — franco recom. 70 Fr.

J-LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^{ème}) C.C.P. PARIS 633-75

ARGUMENTS ET RIPOSTES (Fiches Socialistes)

Les N° 23 et 24 viennent de paraître

EXTRAITS DES SOMMAIRES.

Le Régime des Élections municipales.
Les vieux Travailleurs.
Le relèvement.
Les Nationalisations.
Les prix, les loyers, les salaires.
Blé, pain, viande.
Ouvriers agricoles.
Dirigisme et incohérence.
etc... etc... etc...

ABONNEMENT : 100 Fr. par, adressés
FOUQUART, 12, Cité Malesherbes
PARIS (9^e) C.C.P. PARIS 5570.17

(réservé aux membres du parti socialiste)

masses Socialisme et Liberté

Directeur

René LEFEUVRE

15, Rue de la Huchette - Paris (5^e)

C. Ch. Post. Paris 633.75

Abonnement annuel : 200 frs

SOMMAIRE DU N° 11

J. NICOLET	: Lendemain d'élections	4
E. BERNIER	: Crise à la C.G.T.	6
R. LEFEUVRE	: U.R.S.S. ou U.S.A. ?	9
L. MARTIN	: Autour du drame de l'Exodus	11
IDA	: La 2 ^{me} Internationale renaitra-t-elle ?	14
Victor SERGE	: Socialisme et Psycho- logie	17
Aimé PATRI	: L'Ère des Organisa- teurs	23
Jim CORK	: Art musical et Politi- que en U. R. S. S.	27
Louis CLAIR	: Lettre de New-York	31

SPARTACUS

Jean JAURÈS	: L'Église et la laïcité.	15 fr.
Hugo JORDI	: La Prise du Pouvoir..	25 »
ALLIGER	: Socialisme, Bolchevisme	20 »
R. LEFEUVRE	: La Politique Com- muniste	20 »
Rosa LUXEMBOURG	: La Révolu- tion Russe	20 »
	Marxisme contre Dictature...	25 »
JAURÈS et LAFARGUE	: Idéisme et Matérialisme	20 »
Suzanne CHARPY	: Prendrons-nous les Usines ?	20 »
Victor SERGE	: Le nouvel impéria- lisme russe	25 »
	— 16 Fusillés à Moscou	30 »
PRUDHOMMEAUX	: Catalogue li- bertaire 1936	30 »
YVON	: Ce qu'est devenue la Révo- lution Russe	35 »
ZAREMBA	: La Commune de Var- sovie	25 »
COTEREAU	: Le Complot Clérical.	30 »
	L'Église a-t-elle collaboré ?	20 »
TOMORI	: Qui succèdera au Capi- talisme ?	25 »

Abonnements: 1 an, 240 fr. — Etr.: 300 fr.

LES ÉGAUX

Victor SERGE	: La Tragédie des écri- vains soviétiques	6 fr.
J. MALAQUAIS	: Aragon, patriote professionnel	6 »
Léon BLUM	: Révolution Socialiste ou Révolution directoriale	6 »
LÉNINE	: Testament politique	6 »
M. DOMMANGET	: La Commune et les Communistes	12 »

Remises par quantités : 10 ex. 10 % —
25 ex. 15 % — 50 ex. 20 % — 100 ex. 25 %.
Envoi franco.

J-LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^{ème}) C.C.P. PARIS 633-75